L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL AU SEIN D'UNE ÉCONOMIE CHANGEANTE

Documents présentés lors de la conférence
"Atelier 85" du CCDS, Ottawa (Ontario)

Conseil canadien
de Développement social

Droits d'auteur 1986 du Conseil canadien de Développement social. Tous droits réservés. Aucune partie du présent ouvrage ne peut être reproduite ni transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, ni selon tout autre système informatisé de mise en mémoire ou de recherche des données, sans permission écrite de l'éditeur.

ISBN 0-88810-360-3

Catalogue canadien des publications

Vedette principale au titre :
L'Emploi et le développement social au sein d'une économie changeante

Publ. aussi en anglais sous le titre :
Employment and social development in a changing economy.
Sommaire : L'initiative économique locale et la création d'emploi / David P. Ross. -- Une stratégie intégrée de lutte contre le chômage dans les comtés de Cornwall et Devon / Guy Dauncey. -- Vers une technologie à la dimension humaine / George McRobie.
ISBN 0-88810-362-X

1. Travail, Marché du -- Congrès. 2. Développement communautaire--Congrès. I. Conseil canadien de développement social II. Ross, David P. L'initiative économique locale et la création d'emploi III. Dauncey, Guy Une stratégie intégrée de lutte contre le chômage dans les comtés de Cornwall et Devon IV. McRobie, George, 1925- Vers une technologie à la dimension humaine

HC59.E4614 1986 331.12 C86-090153-X

Le Conseil canadien de Développement social
55, avenue Parkdale,
Case postale 3505, succursale C
Ottawa (Ontario) K1Y 4G1

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	VII
Introduction	1
L'initiative économique locale et la création d'emplois David Ross	5
Une stratégie intégrée de lutte contre le chômage dans les comtés de Cornwall et Devon Guy Dauncey	15
Vers une technologie à la dimension humaine George McRobie	47

AVANT-PROPOS

"L'emploi et le développement social au sein d'une économie changeante", le thème choisi pour "Atelier 85" qui a eu lieu à Ottawa au mois de juin 1985, a porté sur l'envergure que certaines mesures locales peuvent prendre pour lutter contre la persistance des taux élevés de chômage. Les intervenants représentaient le monde des affaires, les syndicats, les organisations bénévoles et les gouvernements fédéral et provinciaux. Les trois ouvrages présentés ici sont un exposé des questions variées qui ont été abordées.

"L'initiative économique locale et la création d'emploi", par David Ross, décrit la crise que le chômage persistant impose à l'État-providence de l'après-guerre. L'auteur raconte ensuite comment les initiatives locales à vocation économique diffèrent des entreprises traditionnelles et peuvent jouer un rôle plus déterminant envers la réalisation du plein emploi. Ces descriptions de plusieurs initiatives au Canada nous donnent une idée claire de ce que la détermination et l'esprit d'entreprise peuvent accomplir en faveur d'une communauté.

Une deuxième étude, une stratégie intégrée de lutte contre le chômage dans les comtés de Cornwall et Devon", par Guy Dauncey, décrit les étapes qu'a franchies le réseau de lutte contre le chômage des comtés de Cornwall et Devon (Cornwall and Devon

Unemployment Resource Network - CADURN) pour créer des emplois et intensifier l'autonomie à l'échelle locale. Le CADURN a pour objet de rallier les ressources facilement accessibles dans les communautés du sud-est de l'Angleterre, tant pour créer de l'emploi que pour aider les particuliers à adapter leurs compétences et leurs aptitudes au marché du travail.

Le troisième ouvrage, "Vers une technologie à la dimension humaine" est signé George McRobie. L'auteur soutient que le système économique et industriel actuel est axé sur une production centralisée de masse rendue possible par la facilité des moyens de transport et la transformation des hydrocarbures - notre principale source d'énergie. Selon lui, le transfert de ce système au pays du Tiers-monde est malheureusement la principale cause de la persistance de son sous-développement et de sa vulnérabilité devant des forces économiques qui échappent à son contrôle. M. McRobie sait nous convaincre que la maximalisation des revenus annuels des grandes sociétés au détriment de nos réserves futures de capital perpétue le sous-développement régional tant au Canada qu'au Royaume-Uni.

Toute conférence qui se veut un succès doit avoir la collaboration généreuse d'un grand nombre de personnes et d'organisations. Le CCDS désire remercier l'Association canadienne pour l'éducation des adultes qui a bien voulu contribuer à l'organisation de l'atelier d'ouverture. M. Dauncey a pu participer à Atelier 85 grâce à l'aide qu'il a reçue du British Council. M. McRobie, pour sa part, a pu y participer à titre de boursier Molson auprès de l'Institut Vanier de la famille.

Le directeur général,

Terrance Hunsley

INTRODUCTION

Toute précision que je pourrais ajouter aux excellents travaux réunis dans la présente collection ne seraient à mon avis que redites et redondances. La synthèse a ceci de difficile qu'elle évoque la distillation, la dernière petite goutte à quitter l'alambic étant à peu près dénuée de sens. Même la synthèse la plus cohérente ne parvient jamais à en dire assez.

Vous me voyez donc perplexe et fasciné. Sans être un fervent adepte des technologies douces, je suis tout à fait disposé à écouter attentivement ce qu'on veut bien m'en dire. Les ouvrages reproduits ici nous présentent l'économie d'une façon radicale, agréable et innovatrice qui puise tant dans le romantisme que dans le récit historique. On y évoque les premières coopératives, on y sent le vif désir de revenir aux anciennes formes de l'entreprise libre, de pouvoir compter sur ses propres efforts, de faire preuve encore une fois d'un esprit innovateur, bref, un désir qui surgit à nouveau après avoir été étouffé sous l'immensité écrasante des grandes entreprises et de la robotisation. Mais on y décèle tout de même l'idée obsédante qu'en cette fin du XX^{e} siècle, tous ne sont pas disposés à faire marche arrière. Après tout, Rochdale, Adam Smith et Ricardo sont loin derrière nous.

Les ouvrages font état d'un certain nombre de croyances concernant les économies douces qu'ils

préconisent. Je dis bien "croyances", car les preuves ne sont pas encore tout à fait flagrantes. Un seul exemple peut étayer une croyance, mais les sages nous préviennent qu'un exemple n'est pas une preuve.

Il n'en reste pas moins que certains exemples particuliers suscitent notre émerveillement et notre intérêt. Mais nous persistons dans nos réserves et certaines expériences récentes nous rendent un peu plus sceptiques et nous poussent à exiger des preuves plus nombreuses. En écoutant le récit de chaque intervenant, je devenais de plus en plus convaincu que les croyances misent effectivement sur des faits concrets, que les exemples existent en nombre suffisamment grand pour faire naître l'espoir. J'ai vu moi-même des entreprises de développement communautaire à l'oeuvre, dont certaines réussissaient et d'autres échouaient et je me suis demandé dans chaque cas, pourquoi le succès des unes et l'échec des autres.

En plus de faire valoir que même un succès partiel suffit à démontrer la vérité, ces exposés témoignent d'une foi totale envers l'entreprise comme une possibilité tant sur le plan de l'organisation que sur celui de la technologie. Leurs auteurs croient fermement qu'une intervention limitée du gouvernement peut faciliter les démarches entreprises, mais qu'elle ne doit pas les contrôler. Ils croient tout aussi fermement, par contre, à l'intelligence, à la volonté, aux capacités et au sens des responsabilités de l'individu, de même qu'à la possibilité de l'éduquer et de le sensibiliser aux avantages de la collaboration. L'interlocuteur, pour sa part, est tenté de manifester son désaccord. En effet, je ne suis pas sûr que le comportement humain puisse changer aussi facilement, qu'il puisse faire preuve d'un désir aussi marqué de productivité. Personnellement, je ne crois pas que les humains veuillent changer aussi sensiblement et que nous soyons au seuil d'une ère nouvelle. Si les auteurs ont manifesté quelque irréalisme, c'est dans leur utilisation de la notion de "personne nouvelle".

Ce n'est là cependant qu'une opinion personnelle et non une synthèse.

Tout au cours de "Atelier 85", les intervenants ont exprimé leur foi envers le développement de marchés locaux selon le système économique du troc ou du comptant. Je ne vois pas très bien comment tout ceci va se matérialiser. Je ne peux m'empêcher de songer à la vieille notion impériale du commerce qu'illustre l'expression "ouvrons le marché de la Chine". Malheureusement, il y a eu des problèmes à ce moment-là, parce que nous ne savions pas ce que nous voulions obtenir de la Chine, ni même ce que nous avions à lui offrir en retour. Maintenant que le marché existe, nous avons des notions bien différentes. Au début, il n'y avait qu'un énorme marché imaginaire, sans aucune signification véritable pour nous. Le même raisonnement s'applique à la notion des marchés à caractère local. Il faut donc l'élucider. Les ouvrages nous présentent plusieurs exemples de l'efficacité des collectifs, de petits groupes et non de groupes d'envergure comme le Marché commun européen.

Ils nous décrivent des coopératives, des initiatives communautaires et des groupes d'entraide en tant que collectifs économiquement productifs.

La caisse populaire est un excellent exemple d'un système de prêts qui fait confiance à l'individu. Les initiatives locales à vocation économique se logent pour la plupart à la même enseigne : elles reconnaissent la valeur de la personne et c'est cette connaissance qui devient une garantie. Il ne faut rien de plus.

La doctrine de l'industrie locale représente, et je cite Lash, "un éden dans un monde sans coeur". En tant que citadin d'une agglomération, j'ai du mal à m'imaginer cette chose merveilleuse dont on parle. Le concept, je l'admets, m'a paru difficile à accepter puisque, à l'exception des bandes indiennes et des

communautés inuit et de quelques petites municipalités, notre conférence et les intéressés qu'elle a réunis représentent la majorité. En effet, nous n'avons pas observé à "Atelier 85" la présence des nombreuses minorités qui constituent la scène canadienne, ni tenu compte d'elles au cours de nos entretiens. Et pourtant, ce sont d'elles dont nous devrions parler. Que pensent-elles de tout ceci? Parlons-nous encore le langage bénin de l'époque coloniale? C'est là une des questions sur lesquelles nous devrons nous pencher.

Je crois qu'il est juste de soutenir que les pays en voie de développement devraient tenter de créer leurs propres économies à domination locale pour échapper au contrôle des multinationales, des agences étrangères d'aide et des banques. Ma propre expérience, bien que limitée, me porte à croire que cette solution offre quelques perspectives positives là où elle est appliquée. Les peuples qui dépendent du monde externe n'en retirent aucune utilité ni pour eux-mêmes ni pour leur économie - ils sont captifs et exploités. Le Canada possède une économie qui dépend de ses industries extractives bien qu'il ne soit pas considéré comme un pays en voie de développement.

Bref, les documents qui nous ont été présentés constituent une bonne critique, parfois sous-entendue, parfois directe, de nos politiques sociales, de nos économies et de leurs échecs. Nous y voyons comment nos orientations urbaines omettent de tenir compte des communautés et des quartiers des villes de même que des régions rurales. Ils nous rappellent également que nous n'avons pas porté suffisamment d'attention à la question. Les ouvrages réunis ici à la suite de "Atelier 85" nous aideront à mieux comprendre nos perspectives d'initiatives locales.

Le président,

Ralph Garber

L'INITIATIVE ÉCONOMIQUE LOCALE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

David P. Ross

Depuis quelque temps déjà, le Conseil canadien de Développement social s'inquiète à la pensée qu'il n'est plus possible de tenir pour acquis l'hypothèse fondamentale sur laquelle repose le bon fonctionnement de l'État-providence, c'est-à-dire le plein emploi. Au cours de la période postérieure à la Seconde guerre mondiale, caractérisée par une croissance économique soutenue, un régime d'entreprise libre appuyé par l'intervention sélective du gouvernement a contribué à une poussée jusqu'alors inconnue de la prospérité matérielle que l'on a attribuée en grande partie à l'intensification des possibilités d'emplois stables et bien rémunérés. Les particuliers et les ménages incapables pour leur part de profiter de la poussée irrésistible de l'économie ont amélioré leur niveau de vie grâce aux dispositions de sécurité sociale adoptées par l'État-providence, comme la sécurité de la vieillesse, les régimes de pensions du Canada/des rentes du Québec, l'aide sociale, l'assurance-chômage, les allocations familiales, les crédits d'impôt pour enfants, les programmes de logements sociaux et l'assurance-maladie.

L'État-providence a fonctionné raisonnablement bien tant et aussi longtemps que des prestations sans cesse croissantes assuraient aux Canadiens la sécurité

sociale et un revenu. Mais l'augmentation du chômage au cours des années 1970 et sa persistance à un taux élevé au cours des années 1980, de même que le ralentissement de la croissance économique, ont contraint les gouvernements à constater qu'il était de plus en plus difficile d'assumer (ou de transmettre aux contribuables) les coûts croissants des programmes sociaux publics.

Nous assistons maintenant à des tentatives pour éliminer certaines pratiques reconnues et réduire des prestations d'aide sociale durement gagnées. En effet, on demande aux personnes âgées de renoncer à la pleine indexation de leur pension universelle de sécurité de la vieillesse - la pierre angulaire du Régime de pensions du Canada. L'indexation des allocations familiales n'est plus désormais jugée possible. Nous nous demandons si les prestations de maternité devraient faire partie de notre régime d'assurance sociale. Les prestataires d'assurance-chômage sont de plus en plus soupçonnés d'être des désoeuvrés et tout le régime d'assurance-chômage risque de devenir un programme d'aide sociale fondé sur des besoins plutôt qu'un régime d'assurance fondé sur des droits. L'aide sociale, administrée par les provinces, est frappée de réductions d'une telle ampleur qu'une personne seule dans certaines provinces reçoit environ 100 $ par mois pour subvenir à tous ses besoins. Les médecins se retirent d'un régime d'assurance-santé anciennement universel et les hôpitaux sont acculés à des déficits qui les forcent à recourir de plus en plus à des campagnes de levée de fonds. Le gouvernement fédéral se retire des programmes de logements sociaux et les gouvernements provinciaux imposent des restrictions aux maisons d'enseignement postsecondaire et ferment des écoles publiques.

L'État-providence vit une situation de crise au coeur même de laquelle se situe la réduction de la qualité et de la quantité des perspectives d'emploi. Ne pouvant plus reconnaître que l'économie mixte

traditionnelle peut garantir le plein emploi et soutenir les activités de l'État-providence aux niveaux attendus, nous devons maintenant chercher de nouveaux moyens d'atteindre à la fois le plein emploi et assurer la sécurité du revenu. L'initiative locale à vocation économique est au nombre des solutions prometteuses que le Conseil encourage et étudie.

L'initiative locale à vocation économique consiste en une fusion des questions économiques et sociales fondée sur des activités commerciales non traditionnelles ou non conformistes. Cinq critères communément utilisés pour décrire l'activité commerciale traditionnelle peuvent également servir à définir la notion contraire :

1. motif
2. financement
3. structure
4. organisation
5. nature du produit

Le motif

L'établissement d'une entreprise commerciale d'initiative locale tient à des motifs variés, mais immanquablement différents de ceux des entreprises classiques qui recherchent le profit. De solides motifs à caractère social ou environnemental en sous-tendent souvent le lancement. Mentionnons par exemple les taux de chômage obstinément élevés, les récessions régionales souvent attribuables à la fermeture d'une importante compagnie ou à l'épuisement des ressources naturelles, les difficultés chroniques d'emploi auxquelles se heurtent certains groupes comme les handicapés, les mères prestataires d'aide sociale ou les autochtones, l'absence de possibilités de formation à l'échelle locale, le manque à subvenir à des besoins fondamentaux ou le désir d'entreprendre un projet novateur dans et pour la localité.

Voici un exemple. Il existe à Ottawa un restaurant établi par une association de développement communautaire désireuse de combler un besoin crucial de formation et d'expérience chez les jeunes défavorisés du voisinage. Le motif est social, mais le moyen est commercial, soit un restaurant qui offre 22 semaines de formation en cours d'emploi dans la préparation et le service des aliments et des consommations. La subvention que le gouvernement verse aux compagnies de travailleurs arrondit les recettes.

Il est difficile de s'imaginer une entreprise traditionnelle qui se donne pour mission de former des jeunes défavorisés dans un quartier à faible revenu. L'aspect novateur de l'initiative tient au fait que ce restaurant est une organisation communautaire qui tente de fusionner des objectifs économiques d'intérêt privé et des objectifs sociaux d'intérêt public sans rechercher uniquement les profits. La subvention du gouvernement permet à la direction du restaurant de prendre certaines décisions fondées sur des facteurs sociaux, mais les recettes réalisées lui donnent une certaine indépendance à long terme et des critères pour juger du succès commercial de l'entreprise.

La mesure dans laquelle les entreprises commerciales d'initiative locale peuvent ou veulent combler des besoins sociaux importants aux dépens des entreprises traditionnelles et de la rentabilité dépendra dans la plupart des cas du rapport entre les deniers publics et les gains (mesurés en tant que part des recettes totales du commerce). Dans certains cas, les recettes d'exploitation peuvent combler totalement les besoins sociaux sans qu'il soit nécessaire de recourir aux deniers publics. Mais en général, plus le besoin social est grand, plus la nécessité de recourir aux deniers publics s'impose.

Cette affirmation est d'autant plus vraie dans le cas de certaines initiatives entreprises pour résoudre des problèmes à caractère social et environnemental

inévitablement attribuables à l'activité des entreprises commerciales et dont les coûts sont ultimement assumés par l'État, le secteur bénévole ou le grand public. Certains problèmes comme le chômage, l'abus de la drogue, l'aliénation, les bouleversements matrimoniaux, le crime, la pauvreté, la maladie, les accidents industriels et la pollution imposent un double coût à la société. D'abord, il y a réduction de la qualité de la vie pour le public en général. En effet, les problèmes restés sans solution imposent inévitablement au public des coûts qui prennent la forme de comportements aberrants et menaçants, de conduite en état d'ivresse, de crimes et de mauvais traitements infligés aux enfants, pour ne donner que quelques exemples.

Ensuite, il y a la question des sommes nécessaires pour résoudre tous ces problèmes. Le Canada dépense actuellement chaque année pour ses programmes sociaux environ 40 milliards de dollars qui ne sont pas tous destinés à la solution des problèmes de base. Aussi peut-on se demander légitimement pourquoi nous ne pourrions pas utiliser au moins plusieurs milliards de ces dollars chaque année pour s'attaquer aux manifestations tangibles des problèmes de base en subventionnant des entreprises commerciales locales. S'il est vrai que les initiatives économiques locales peuvent prévenir quelques-uns des problèmes sociaux et des coûts qu'ils entraînent, il semblerait logique de vouloir arrondir les recettes qu'elles réalisent en leur versant une part considérable du budget social. Cette aide ne représente pas nécessairement une augmentation de financement, mais plutôt une utilisation efficace et préventive de fonds publics limités.

Le financement

Les commerces traditionnels obtiennent du capital de risque ou des fonds de démarrage de banques commerciales, d'investisseurs privés et de familles ou de fonds publics. Mais les entreprises d'initiative locale dépendent le plus souvent de fonds versés par

le gouvernement pour des projets de création d'emplois, de formation, de développement régional et de services sociaux. Les promoteurs de projets à caractère social réussissent souvent à obtenir un financement tant public que privé dont les modalités sont complexes.

Certaines coopératives de crédit semblent vouloir aider de plus en plus les entreprises locales, bien que les banques demeurent pour leur part, résolument indifférentes à ce type d'initiative économique. Les campagnes de souscription auprès de particuliers et les dons de groupes locaux servent également à subvenir au besoin de fonds. Les municipalités s'intéressent de plus en plus elles aussi aux initiatives locales qui étaient à l'origine dominées par le gouvernement fédéral et plus tard par les gouvernements provinciaux. Dans les petites entreprises non traditionnelles, les coopératives de travailleurs et les collectifs, une part considérable des fonds d'amorçage provient des participants eux-mêmes. Certains groupes communautaires et religieux, de même que certaines entreprises traditionnelles, fournissent également des ressources d'autre nature - de l'espace, du matériel et des connaissances techniques. Les promoteurs d'entreprises commerciales locales doivent souvent faire des démarches excessivement complexes pour obtenir le financement nécessaire.

Voici un exemple. À Vancouver, un restaurant populaire a réuni son capital de démarrage en puisant à trois sources : les contributions des travailleurs, un prêt sans intérêt obtenu d'une coopérative de crédit (qui est elle-même une institution financière non traditionnelle spécialisée dans le financement de coopératives de travailleurs) et la vente d'abonnements qui donnent droit à un escompte au public qui fréquente le restaurant. Ce genre d'entreprise à succès pourrait encore aller plus loin et acheter la plupart de ses produits et de ses fournitures d'autres entreprises de même nature, créant ainsi un marché pour d'autres commerces non traditionnels.

La structure

La plupart des entreprises traditionnelles ont des structures assez prévisibles et bien définies : la propriété exclusive, l'association ou la responsabilité limitée. Cependant, l'entreprise locale non traditionnelle ne revêt aucune structure typique et ses promoteurs sont constamment à la recherche de nouvelles formules. Il est possible, toutefois, d'y trouver certaines formes identifiables comme les coopératives de travailleurs, les collectifs, les sociétés de développement communautaire, les centres d'entreprises communautaires, les petites entreprises non traditionnelles, les volets commerciaux d'organisations bénévoles, les communautés à vocation spéciale, les groupes d'échange direct de biens ou de techniques. Les coopératives de crédit sont parfois associées au processus de financement des entreprises locales.

Exemple : Il existe à Nanaïmo une société de développement communautaire qui a établi un service distinct chargé de se concentrer uniquement sur le placement de capitaux dans des entreprises locales prometteuses. Ce service peut arrêter son choix sur n'importe quelle activité sociale, environnementale et économique à la condition que l'ensemble du portefeuille d'investissement puisse se soutenir. Ainsi, des entreprises sans vocation économique, mais profitables sur le plan social, peuvent être subventionnées par les profits d'entreprises purement économiques. Dans ce contexte non traditionnel, le service semi-autonome de placement assure la viabilité à long terme de la société communautaire et la société mère veille à ce que ses investissements et ses profits servent partiellement à combler les besoins sociaux et environnementaux de la communauté.

L'organisation

L'organisation d'entreprises commerciales d'initiative locale diffère ordinairement d'une entreprise

traditionnelle de trois façons : les modalités de travail et le calendrier des activités, la gestion et les décisions et la répartition des récompenses.

Les modalités de travail dans les entreprises d'initiative locale sont plus flexibles. En effet, l'un des motifs de la création de ces entreprises est la possibilité de travailler selon des modalités et des calendriers différents. Cependant, sans la participation directe des intéressés à la planification du travail, il est peu probable que la flexibilité et la diversité soient réalisables. Ceci ne signifie pas nécessairement l'abandon de tous les principes de l'autorité hiérarchique en faveur de méthodes strictement fondées sur le consensus et l'anarchie en milieu de travail. La discipline et l'autorité démocratique ont droit de cité, mais seulement après la participation des intéressés aux décisions sur les modalités de travail à adopter. Les aménagements supplémentaires se font selon l'évolution des besoins.

L'un des aspects importants qui différencie généralement l'organisation des entreprises d'initiative locale de celle des entreprises traditionnelles tient au fait que la répartition des récompenses, principalement les salaires, est plus égale. Cette répartition, étant le résultat de décisions collectives, n'est pas dictée par les prétendues forces du marché, comme c'est le cas pour les entreprises traditionnelles, bien que les taux courants de rémunération y interviennent tout comme les lignes directrices pertinentes établies par le gouvernement qui finance le programme.

Voici un exemple. À Ottawa, il existe un service de traiteur multiculturel établi et dirigé par des immigrantes d'un centre multiculturel pour femmes, partiellement financé par des subventions du gouvernement. Ce service découle de la vocation sociale initiale du centre. En effet, plusieurs femmes, de cultures très différentes, ont décidé qu'ensembles elles pouvaient offrir un service de traiteur très

diversifié. L'aspect intéressant de cette entreprise est attribuable au fait que les femmes peuvent préparer des repas, parfois à leur domicile, selon un horaire flexible qui convient à leur famille et à leurs responsabilités communautaires.

La nature du produit

Les commerces traditionnels recherchent bien sûr les marchés les plus profitables. Or, les entreprises d'initiative locale peuvent aussi se lancer dans des affaires profitables, mais la plupart produiront plutôt des biens et des services de base dont l'approvisionnement est limité dans la communauté et qui sont souvent négligés par les secteurs tant privé que public. Elles recherchent des occasions de réaliser des profits élevés sur le plan social, mais non pas nécessairement sur le plan commercial. Comme 20 pour cent des ménages canadiens se partagent seulement 4 pour cent de la totalité des revenus au Canada, la plupart de ces deux millions de ménages n'ont pas les moyens de payer les prix du marché pour des nécessités fondamentales. C'est pourquoi les entreprises d'initiative locale naissent souvent pour répondre à ce besoin négligé sur le marché.

Voici un exemple. À Ottawa et au moins dans une autre localité en Ontario, une entreprise produit des vêtements spécialement conçus pour les handicapés. Comme la majeure partie de la population handicapée au Canada touche des revenus modestes ou peu élevés et que cette population est dispersée, le secteur commercial n'a jamais porté attention à son besoin de vêtements spéciaux. Ce type de produits n'intéresse pas naturellement les entreprises traditionnelles, mais il intéresse les entreprises locales commerciales.

À Sydney en Nouvelle-Écosse, une entreprise communautaire a financé un centre de consultation dentaire. Comme les forces du marché libre n'attiraient pas les compétences nécessaires en cet endroit, l'entreprise s'est consacrée à la tâche et a pu mener le projet à

bonne fin, n'étant pas à la recherche des profits que les dentistes pouvaient réaliser seulement dans la région de Halifax.

Conclusion

Notons que l'entreprise d'initiative locale n'est pas nécessairement tenue de répondre à tous les critères énumérés pour définir son non-conformisme. Quand une entreprise cesse-t-elle d'être traditionnelle? Si elle répond à trois de ces critères, elle serait probablement considérée comme une initiative économique locale.

En termes plus abstraits, l'entreprise qui a les caractéristiques suivantes : petite taille, technologie bon marché et compréhensible, forte intensité de main-d'oeuvre et responsabilité sociale plutôt que commerciale, répond à la définition d'une initiative commerciale qu'il faut encourager pour promouvoir notre croissance économique et faire échec à nos problèmes environnementaux, économiques et sociaux croissants. C'est le recours aux initiatives commerciales communautaires et aux gens qu'elles attirent qui nous permettra peut-être de résoudre en permanence la crise de l'État-providence.

UNE STRATÉGIE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE DANS LES COMTÉS DE CORNWALL ET DEVON

Guy Dauncey

Le réseau de lutte contre le chômage des comtés de Cornwall et Devon (Cornwall and Devon Unemployment Resource Network ou CADURN) est un réseau indépendant de groupes, de novateurs et de particuliers qui partagent le désir de lutter contre les problèmes du chômage dans les comtés de Cornwall et Devon au moyen d'une action pratique, positive et transformatrice.

Établi en janvier 1983, le réseau compte environ 90 groupes membres. Il est petit de taille, mais nourrit de grandes ambitions. Il élit un comité à chaque année dont la moitié des sièges doivent, selon les statuts, être occupés par des chômeurs.

Le CADURN a préparé le présent exposé parce qu'il croit que pour faire échec au problème du chômage, il faut provoquer de nouvelles réactions, alimenter de nouveaux débats et entreprendre de nouvelles initiatives.

Le chômage dans les deux comtés

Le taux de chômage au Devon se rapproche du taux moyen de chômage de 13,2 pour cent au Royaume-Uni; dans Cornwall, il s'établit à 18,1 pour cent. À son taux saisonnier le plus bas, le chômage s'établit à 11 pour

cent, tandis qu'en hiver, il atteint jusqu'à 29 pour cent. Nous vivons un problème qui assiège toute la Grande-Bretagne et d'autres nations européennes.

Nous ne croyons pas qu'il existe de solutions simples au problème. Même si de nouvelles politiques gouvernementales pouvaient modifier sensiblement la situation à court terme, force nous est de constater que le taux de chômage est continuellement à la hausse à cause d'abord de l'automatisation et ensuite de la concurrence des pays nouvellement développés sur nos marchés intérieurs traditionnels et nos marchés d'exportation.

Nous sommes convaincus que nos taux élevés de chômage sont avant tout l'effet de la fin soudaine de l'ère industrielle. Les "règlements" qui expulsaient les gens de leurs terres aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles se comparent aux "règlements" des jours modernes qui expulsent les gens de leurs emplois traditionnels dans les usines et autres milieux de travail. Même si la réalité est pénible, nous ne recherchons cependant pas un retour vers le passé.

Que pouvons-nous faire?

Nous sommes d'accord avec le professeur Leaper, président du conseil régional d'administration de Cornwall et Devon de la Commission de la main-d'oeuvre (Manpower Services Commission), pour dire qu'il n'y a pas une solution simple au chômage à long terme et qu'il nous faut maintenant une stratégie coordonnée pour promouvoir différentes mesures susceptibles de réduire l'ampleur de ce grand problème social. Si le chômage persiste, il sapera la structure même de notre société.

Le CADURN est d'avis que le changement doit se produire avant tout, dans la mesure du possible, dans les endroits où les gens vivent et non pas dans des centres administratifs éloignés : il veut attaquer le problème "par le bas". D'aucuns préconisent

l'établissement d'une agence pour le développement des comtés de Cornwall et Devon, et nous en tenons dûment compte. Une agence de ce genre pourrait vraisemblablement accomplir des choses utiles, mais elle aborderait le problème "par le haut". Sans aucune racine solide dans les localités où sévit le chômage, elle se heurterait certainement à de graves obstacles sur le plan pratique.

Dans le présent document, nous décrivons la nature possible d'une stratégie locale intégrée applicable dans les villes, municipalités et régions rurales des comtés de Cornwall et Devon et d'une stratégie régionale intégrée pour les deux comtés, qui appuierait les stratégies locales.

Parce que nous croyons que la situation évolue, nous présentons en annexe un aperçu de certains changements importants d'attitudes actuellement observables. Ce sont ces observations qui ont servi à la rédaction du présent exposé de stratégie.

UNE STRATÉGIE LOCALE INTÉGRÉE

Données d'application récente

Depuis 1979, nous avons connu au Royaume-Uni des taux très élevés de chômage et observé trois types de réactions qui se sont manifestées en trois étapes :

1ère ÉTAPE : 1979-1981. En général, les gens espéraient au cours de ces années que le problème se réglerait de lui-même avec la reprise de l'économie. Peu d'initiatives pratiques ont vu le jour sauf pour certains programmes du gouvernement : création d'emplois, perspectives d'emploi pour les jeunes et emplois temporaires. À l'échelle locale, il n'y a eu à peu près aucune initiative.

2e ÉTAPE : 1981 jusqu'à présent. Déjà en 1981, certains signes indiquaient que le taux de chômage n'était pas prêt de tomber même si l'économie

reprenait son essor. La société éprouvait alors le véritable impact du changement technologique et se rendait compte peu à peu de ses effets : la croissance économique ne garantissait plus une augmentation du nombre d'emplois et dans certains secteurs de l'économie, elle entraînait exactement le contraire : une chute planifiée de l'emploi.

Une vague de réactions positives se sont manifestées à l'échelle locale partout en Grande-Bretagne devant cette nouvelle situation : des agences d'entreprise, des centres pour chômeurs, des cours de formation commerciale, des groupes d'entraide, des groupes d'action pour la promotion de l'emploi, des projets de bénévoles, des ateliers d'entreprise et des coopératives de développement. Ce sont ces initiatives qui ont préparé le terrain pour l'élaboration de la stratégie proposée dans le présent document. Elles ont prouvé que le progrès se réalise de nombreuses façons. Cependant, un facteur en a freiné l'élan : c'est le fait que tous ces efforts ont ordinairement été déployés isolément ou sans coordination au niveau tant local que régional.

Dans les comtés de Devon et Cornwall, nous avons observé de nombreux exemples d'initiatives typiques de la 2^{e} étape :

East Devon Small Industries Group
Third Age Project
Enterprise Exmouth
Totnes Business Development Centre
Plymouth Cooperative Development Agency
Bideford's Bakehouse and Skillswap projects
Churches Enterprise Group, Tiverton
Instant Muscle, Braunton
Culm Valley Activities Centre, Uffculme
Breadline, Penzance
North Devon Enterprise Group
Torquay TUC Centre for the Unemployed

Outre les quelques initiatives précitées, il y a eu les programmes communautaires et de formation de la jeunesse de la Commission de la main-d'oeuvre, les diverses agences de programmes communautaires et autres initiatives importantes de la Commission, de même que l'adoption de politiques spéciales au niveau des comtés.

3e ÉTAPE : 1983 à aujourd'hui. Pour réagir à la plupart des initiatives isolées propres à la 2e étape, des groupes de bénévoles et des agences locales ont mis sur pied des projets et des associations mixtes que l'on peut désigner d'initiatives de 3e étape.

Une initiative de cette catégorie peut aussi bien combiner sous le contrôle d'un seul conseil d'administration des projets de communauté et de formation de la jeunesse et ceux d'agences et d'ateliers d'entreprise. On en trouve des exemples à Swale (Kent), South Bristol, Pleck (Walsall), Bathgate (Lothian), Barnsley, Leeds, Nottingham, Wiltshire, Hammersmith, Fulham et en de nombreux autres endroits.

Presque sans exception, le facteur critique essentiel au succès d'un tel projet est l'appui et la participation active des autorités locales et des autres secteurs concernés dans la communauté : les groupes religieux, les commerces, les services bénévoles, les groupes communautaires, les groupes de chômeurs, la Commission de la main-d'oeuvre, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le service des carrières, les services d'enseignement communautaires, les collèges locaux, les conseils de métiers, les bureaux de consultation pour les citoyens et les organisations charitables locales.

Sans l'appui et l'aide des autorités locales, les projets propres à la 3e étape n'auraient pas connu le succès qu'ils ont eu.

Des entreprises de ce genre sont ordinairement capables de rallier l'appui général de la localité.

En outre, elles sensibilisent les intéressés, dans une certaine mesure, et leur apportent des sentiments d'enthousiasme et d'espoir. Dans notre région, les responsables des projets Breadline (Penzance) et Bakehouse (Bideford) luttent pour parvenir à la 3e étape, mais se heurtent à l'inertie considérable des institutions.

Dans le sud du Devon, sous les auspices du Dartington Institute of Community Studies, un service local de développement commercial, une agence de programmes communautaires et un réseau de groupes pour chômeurs âgés et jeunes retraités se sont associés en étroite collaboration.

Dans de nombreuses régions du Royaume-Uni, les réactions au problème du chômage à l'échelle locale évoluent rapidement. En effet, il est possible d'y observer presque d'un mois à l'autre des innovations progressistes. On y recueille des données et on y apprend des leçons. Les comtés de Cornwall et Devon n'ont pas toujours su profiter de ces expériences jusqu'à présent.

Cependant, comme dans le domaine de l'informatique, il y a avantage à prendre du retard si l'on sait profiter de l'occasion pour apprendre des leçons d'une valeur incalculable. Les initiatives de cette catégorie sont encore loin de résoudre harmonieusement tous les problèmes du chômage : elles ne sont encore que des jalons le long de la route. Au Cornwall et au Devon, nous avons la chance de pouvoir franchir plusieurs jalons à la fois.

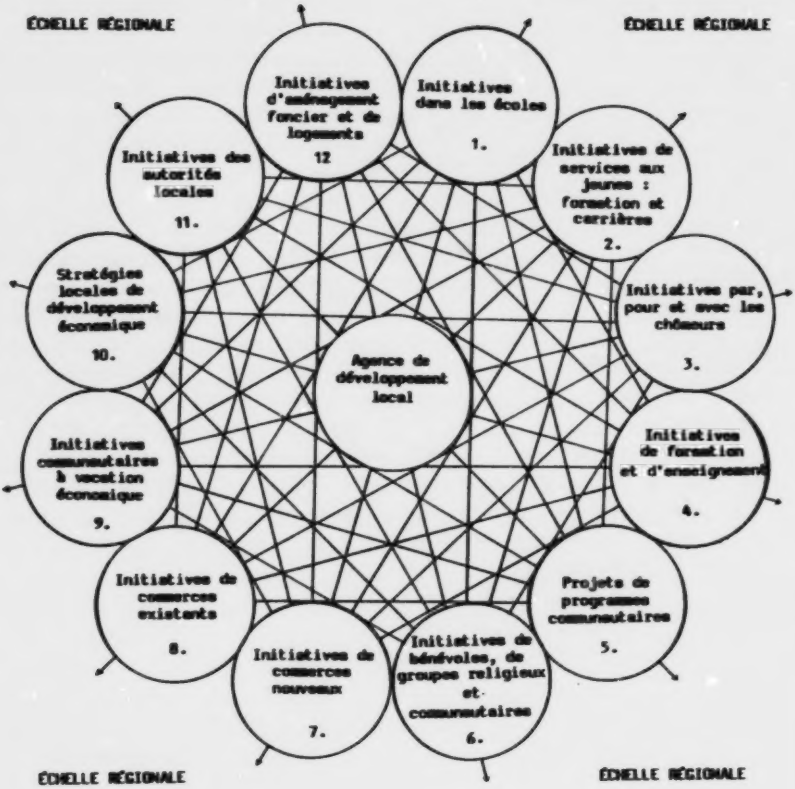
La question importante qui se pose est la suivante : "Peut-il y avoir des initiatives dites de quatrième étape?"

L'une des hypothèses importantes qui sous-tend le présent document consiste à dire que le chômage est un problème d'envergure qui sera résolu seulement si tous

les secteurs de la communauté jouent des rôles actifs intégrés dans une approche globale.

Nous discernons dans tout ceci une vérité désagréable à entendre : à savoir que 85 pour cent de la population active ayant un emploi relativement stable vit fondamentalement en toute quiétude et désire oublier les problèmes du chômage. Toute tentative de ségrégation du problème est inconsciemment bien accueillie par les travailleurs qui ont un emploi stable : en effet, ils peuvent continuer à faire l'autruche et se dire que quelqu'un s'occupe du problème, que ce soit la Commission de la main-d'oeuvre ou les responsables d'une initiative locale caractéristique de la 2e étape. C'est là une réaction tout à fait naturelle chez les humains et que nous n'avons nullement l'intention de critiquer. Nous recherchons tous le confort et voulons éviter les vérités troublantes. Les préjugés qui nous sont imposés à l'égard des chômeurs (par exemple "ils pourraient tous trouver du travail s'ils essayaient vraiment") alimentent cette guerre constante contre la vérité. Cependant, si nous voulons vivre une vie honnête marquée par le souci des autres et élever nos enfants dans un milieu sain et réconfortant, nous devons admettre la véritable nature des problèmes qui nous assaillent et faire notre part pour les surmonter.

Diagramme 1



STRATÉGIE LOCALE INTÉGRÉE

DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

QU'EST-CE QU'UNE DÉMARCHE TOTALEMENT INTÉGRÉE?

Le diagramme 1 montre douze secteurs propices aux initiatives locales. Une stratégie à ce niveau est essentiellement locale et différente des autres. Même si elle tient compte des besoins et des réalités propres à ce niveau, il est tout de même possible d'en donner une idée générale.

Ce qui caractérise une stratégie intégrée est le fait qu'elle regroupe un certain nombre d'initiatives différentes prises dans divers secteurs de la vie locale. Un groupe local de chômeurs ou de travailleurs intéressés peut coordonner les premières démarches entreprises et les entretiens prévus concernant les initiatives envisagées.

Il pourrait s'agir d'une organisation existante, telle une agence d'entreprise ou un conseil de district. Par contre, l'expérience démontre qu'un groupe nouveau, doté d'un conseil d'administration et représentatif de tous les secteurs de la communauté, (y compris le conseil) est parfois plus en mesure d'agir avec la créativité et l'imagination requises.

1 : Initiatives dans les écoles

Notre régime scolaire actuel persiste à préparer un grand nombre d'enfants pour une forme de travail qui n'existe plus. Le système d'examens est tel qu'il qualifie de réussite les résultats de ceux qui

poursuivront des études plus avancées et d'échec les résultats de ceux qui sont destinés à des emplois de travailleurs non qualifiés et de travailleurs dans les usines - ces mêmes usines qui n'ont plus besoin d'un effectif aussi nombreux.

De nouvelles initiatives scolaires donnent aux étudiants l'occasion d'acquérir des compétences propres au monde de l'entreprise, comme diriger leurs propres coopératives et leurs propres commerces, ce qui encourage l'esprit d'initiative, l'organisation de soi et le sens des responsabilités. Cette formation se donne dans le contexte du "vrai monde", une formule qui plaît beaucoup aux jeunes.

Des initiatives de ce genre sont encore assez rares dans les comtés de Cornwall et Devon. Cependant, 1986 est l'Année de l'Industrie et la Société royale des Arts (Royal Society of Arts), de concert avec le ministère du Travail et de l'Industrie, exprime le désir de voir chaque école entreprendre un projet de ce genre avant la fin de l'année. L'occasion est belle et nous voulons relever le défi.

2 : Initiatives de services aux jeunes : formation et carrières

Les deux éléments importants d'une bonne stratégie de formation des jeunes sont : (1) veiller à la qualité élevée des programmes, ce qui comprend l'adoption de méthodes visant à développer l'esprit d'initiative et des compétences spécialisées; (2) prévoir une stratégie de suivi. Mais même après un programme de deux ans, un grand nombre de jeunes âgés de 18 à 25 ans seront encore sans travail.

Actuellement, nous ne nous occupons à peu près pas des jeunes dans ce groupe d'âge. Allons-nous vraiment nous contenter de regarder nos jeunes gaspiller une période aussi importante de leur vie? Pourtant il y a plusieurs façons d'intervenir.

D'après notre expérience, les projets qui ont réussi ici dans le sud-ouest et ailleurs en Grande-Bretagne, nous permettent de déduire qu'une bonne stratégie comprend les éléments suivants:

* L'appui personnel d'un adulte pour chaque jeune. Ainsi l'adulte peut aider le jeune à chercher de l'emploi et l'encourager à mener une vie active, utile et intéressante pendant son chômage. Le programme Capital Jobmate, à Londres, (calqué sur un modèle adopté ici dans l'ouest du pays sous le nom de Just the Job, entre 1977 et 1980) est un bon exemple pratique de ce genre d'intervention.

* Une définition pratique du terme "succès" qui ne tient pas compte de la notion d'emploi ou de formation à plein temps.

* L'accès à des installations qui favorisent le perfectionnement d'aptitudes personnelles et l'exercice de passe-temps, de sports, d'activités artistiques, communautaires et rémunératrices, d'un travail à son compte et d'activités collectives.

* L'accès à un bon endroit de réunion.

* La prestation d'une grande variété de cours techniques au collège local.

* La prestation de certains cours et services distincts, assortis de services de garde à la disposition des jeunes femmes sans travail qui sont souvent intimidées par des projets et des activités dominés par les hommes.

* L'élaboration d'un programme intégré de jeunes en affaires comportant plusieurs éléments nécessaires comme l'encouragement pratique, les cours de formation, l'appui personnel, les petites subventions d'amorçage et les milieux de travail protégés. La Grande-Bretagne regorge d'initiatives nouvelles qui ont réussi à aider les jeunes à établir leurs propres

commerces - il est temps que le Cornwall et le Devon s'impliquent plus activement.

* La participation directe des jeunes au contrôle et aux décisions.

Les jeunes et les services communautaires ont nettement des rôles importants à jouer dans toute cette stratégie. Les services chargés des carrières doivent, pour leur part, offrir un cadre encourageant où les jeunes peuvent enrichir leur propre vie sans avoir à subir l'ennui, la perte du respect de soi et la diminution des compétences qu'entraîne une période de chômage. Les jeunes peuvent profiter de cette période pour acquérir de nombreuses aptitudes utiles qui conviennent très bien aux besoins de nombreux employeurs et qu'ils peuvent mentionner dans leurs demandes d'emploi, dans des curriculum vitae et au cours d'entrevues.

Les services des carrières et d'aide aux jeunes et les éducateurs communautaires peuvent très bien s'inspirer de cette formule positive pour former le personnel.

3 : Initiatives par, pour et avec les chômeurs

Au cours des cinq dernières années, l'expérience a montré que lorsque la communauté leur donnait son appui, les initiatives entreprises par les sans emploi eux-mêmes peuvent répondre à un grand nombre de leurs besoins. Les groupes d'entraide, l'action locale, les campagnes de levée de fonds, les centres d'accueil, les projets de femmes et les ateliers communautaires ont tous prouvé que le succès était possible à la condition d'avoir l'appui de la communauté. Ce soutien comprend formation, accès aux ressources et respect. Les projets entrepris par des chômeurs sont très fragiles, facilement freinés ou renversés. Pourtant, ces initiatives peuvent être le début d'une action positive de la part des chômeurs qui prennent des décisions constructives pour répondre à leurs propres besoins. Le personnel qui travaille auprès

des responsables de nouveaux programmes comme Replan et qui est nommé grâce au système de subventions à l'enseignement pour travailler auprès des chômeurs sera en mesure de soutenir ces efforts s'il apprend à les aborder avec respect et sensibilité. Il faut également entreprendre des initiatives auprès des chômeurs dont la situation persiste et qui ont perdu tout espoir personnel et toute volonté de réagir. Dans ces cas, les services sociaux, de probation, de santé et d'éducation des adultes, les groupes religieux et les organismes bénévoles locaux ont tous un rôle important à jouer. Il ne faut pas oublier non plus la formation des gens qui travaillent au sein de ces organismes.

Le désenchantement des chômeurs commence souvent au ministère de la Santé et des Services sociaux et s'intensifie parfois d'une agence à une autre par la suite. De nombreuses mesures pourraient améliorer les rapports entre les prestataires et le Ministère. En voici des exemples :

* l'établissement de comités locaux de consultation;

* des plans de rechange qui permettent aux chômeurs de gagner un montant supérieur à celui qui est autorisé et de conserver ce surplus en vue de l'établissement d'un commerce;

* la publication de codes pertinents par le bureau régional du Ministère pour encourager les bonnes pratiques et favoriser les rapports amicaux et polis.

Le transport est souvent le plus grand problème de bon nombre de chômeurs dans le sud-ouest, où il existe depuis plusieurs années. Nous n'avons pas de solutions magiques à offrir, mais nous proposons l'établissement de réseaux locaux qui organiseraient des groupes chargés d'étudier les possibilités d'utiliser davantage les autobus d'écoliers, les minibus et le covoiturage, de réduire les tarifs des autobus locaux et de mettre en commun les vélos.

4 : Initiatives de formation et d'enseignement

Une période de chômage massif est souvent une période de perte accélérée des compétences personnelles. C'est pourquoi éducateurs et formateurs devraient réserver une place importante sur leurs programmes à des cours et des modalités d'enseignement à l'intention des sans emploi. À cet égard, il faudrait prévoir la coordination des services de la Commission de la main-d'oeuvre, des collèges et écoles de la localité et des services d'éducation des adultes. Chaque localité devrait établir un consortium régional spécial pour assurer cette coordination. Le conseil régional de la Commission de la main-d'oeuvre devrait encourager une plus grande participation à l'élaboration de sa stratégie d'éducation des adultes au moyen de conférences, de consultations et de documents de travail.

Les expériences réalisées ailleurs avec succès indiquent l'opportunité des initiatives suivantes :

* supprimer les restrictions d'accès et faciliter la participation aux cours existants;

* offrir des cours gratuits;

* prévoir une grande variété de cours de 21 heures (le Ministère de la Santé et des Services sociaux interdit aux prestataires d'aide sociale d'étudier plus de 21 heures par semaine) et des cours spéciaux "sur mesure" qui répondent aux besoins qui découlent d'initiatives locales;

* prévoir l'établissement de garderies, au besoin, afin d'encourager la participation d'un plus grand nombre de femmes;

* prévoir des cours appropriés dans le cadre de programmes communautaires de trois à quatre jours;

* prévoir des cours de planification de la vie personnelle en vue d'aider les sans emploi à apprendre à contrôler leur propre vie, améliorer leurs aptitudes, entreprendre des activités et travailler à leur perfectionnement personnel;

* prévoir des cours sur la recherche d'un emploi et l'établissement de groupes spéciaux à cet effet, formule qui réussit bien au Durham Jobcentre;

* prévoir des cours d'action bénévole pour développer des aptitudes de chef chez les sans emploi afin de les encourager à entreprendre de nouveaux projets (comme le fait l'équipe Community Education à Irvine en Écosse);

* prévoir l'établissement d'ateliers communautaires (comme cela se fait à Uffculme, Bovey Tracey et Bideford) pour permettre aux sans emploi d'accéder librement aux outils et au matériel nécessaires pour développer leurs aptitudes et susciter des idées;

* faire la publicité de tous les cours et de tous les groupes.

L'idée générale de toutes ces dispositions est de permettre aux gens de considérer le chômage comme une période qui leur permet de développer des aptitudes et d'acquérir des connaissances qui les aideront au cours de leur vie et dans des emplois futurs. La situation que nous vivons actuellement fait exactement le contraire - et pourtant le chômage est peut-être l'une des rares périodes dans la vie qui offre l'occasion d'apprendre et d'acquérir de nouvelles aptitudes sans les contraintes du travail. Mais l'absence de dispositions pertinentes encourage le chômeur à se retirer dans l'isolement de ses craintes et de son sentiment d'inaptitude. Un programme bien administré pourrait renverser la situation. Il suffirait d'aborder la question avec imagination et les répercussions sur la vie des sans emploi seraient énormes.

Il faut être réaliste et reconnaître que le prix de certaines (mais non toutes) de ces possibilités est élevé, mais toutes celles qui ont été énumérées ci-dessus ont déjà été pleinement mises à l'essai dans d'autres parties du pays. N'oublions pas que le prix du chômage continuel est également un prix élevé à payer.

5 : Projets de programmes communautaires

La formule des programmes communautaires est avec nous pour y rester. Il faut donc y consacrer nos énergies et veiller à ce que ces programmes soient d'une qualité très élevée.

Les programmes ont été constitués isolément sans intention d'intégration en vue d'aborder le problème du chômage à l'échelle locale.

Dans le contexte d'une stratégie locale intégrée de lutte contre le chômage, comme celle que propose le CADURN, le programme communautaire doit remplir les conditions suivantes :

(1) répondre aux besoins de formation connus des chômeurs;

(2) prévoir une formation en cours d'emploi et en dehors des heures de travail;

(3) prévoir l'accès à des cours de planification de la carrière pour permettre aux intéressés de profiter au maximum des régimes offerts et mieux contrôler leur carrière et leurs objectifs.

Les résultats obtenus dans ce domaine ailleurs au Royaume-Uni prouvent l'importance d'accorder une attention personnelle à la carrière et à l'évolution de la vie professionnelle des participants. En effet, des interventions de ce genre peuvent faire passer le taux de placement de 30 à 70 pour cent. Plus ce taux est bas, plus le moral est susceptible de baisser vers

le huitième mois du programme. Dans le cas contraire, le programme ne connaît pas le même recul.

L'organisme de planification des carrières qui désire participer pleinement à une stratégie locale intégrée devra commencer par mettre en place des activités qui collent aux besoins de la localité. Les gens directement intéressés à la lutte contre le chômage devraient pouvoir participer à ses décisions. Après tout, ce sont les deniers publics qui sont en cause. La communauté devrait avoir un sentiment d'appartenance et non pas avoir l'impression encore une fois de relever d'un organisme énorme et éloigné.

Tout ceci sous-entend qu'il faut encourager l'établissement des petites agences et la dissolution des plus grandes. Il devrait y avoir une agence par conseil de district et la Commission de la main-d'oeuvre devrait exiger la présence des représentants des travailleurs dans les groupes décisionnaires des agences.

En outre, les difficultés observées au sein des agences nous amènent à conclure qu'il faut prévoir une tribune pour la tenue d'entretiens sérieux entre le conseil régional de la Commission de la main-d'oeuvre et les représentants des agences et autres clients. Les projets devraient afficher les caractéristiques suivantes : délais plus longs, durées assurées plus longues, préavis plus longs de changements des politiques, plus grande continuité dans le comportement, lignes directrices plus claires, interprétation plus large de l'expression "avantage direct et manifeste", dispositions favorisant davantage l'acquisition de nouvelles compétences et simplification des imprimés administratifs. En général, tout ceci revient à dire qu'il faut démocratiser la Commission de la main-d'oeuvre.

6 : Initiatives de bénévoles, de groupes religieux et communautaires

Certaines des mesures régionales les plus dynamiques

adoptées pour lutter contre le chômage sont le fait de ces éléments particuliers de la localité - Uffculme Trust, Breadline à Penzance et le projet Attic Workshop à Bodmin en sont de bons exemples. Ailleurs au pays, des groupes communautaires ont pris en charge de grandes usines désaffectées (par exemple Pallion Enterprises à Sunderland) et les ont converties en centres commerciaux polyvalents ou en centres de formation et de loisirs; d'autres y ont établi leurs propres commerces communautaires (Easterhouse à Glasgow) et mis sur pied des ateliers (comme le Coventry Workshop, établi par la Bitteswell Employment Alliance).

Cependant, pour chaque initiative qui réussit, il y en a probablement dix qui échouent. Les raisons de cet énorme taux d'échec sont simples : les agences et autorités locales ne connaissent pas bien les besoins de tels groupes et peuvent souvent leur faire entrave sans le vouloir, tout simplement par manque de sensibilité. L'excellent programme à Cwmbran qui, à son apogée, attirait la participation de quatre cents chômeurs a été effectivement étouffé par l'insensibilité des politiques locales.

Toutes ces considérations renferment, pour les agences et les conseils, un message très clair expliqué en détail dans le rapport **Joint Action - The Way Forward** publié en 1984 par le Working Party on Local Economic Initiatives.

Ce rapport est fondé sur une étude détaillée des initiatives des autorités locales entreprises de concert avec le secteur bénévole partout en Grande-Bretagne. Il confirme les inquiétudes du CADURN, à savoir que les comités de Cornwall et Devon sont laissés pour compte dans un domaine en évolution rapide. Le rapport regorge de recommandations pratiques détaillées, y compris :

* une plus grande utilisation du financement prévu à l'article 137 (permettant aux administrations locales

de hausser les taux de 2 pence pour appuyer de nouvelles entreprises économiques);

* l'établissement de fonds communautaires prévoyant la prestation de petites subventions aux études de faisabilité, aux recherches et aux travaux de planification de nouvelles entreprises et de nouveaux projets et l'aide aux nouvelles entreprises;

* l'établissement de banques locales de talents et de ressources.

7 : Initiatives de commerces nouveaux

L'avenir de nos communautés et de notre région dépend du succès de nouveaux commerces locaux.

Dans le passé, nous nous en sommes remis au milieu des affaires, assumant qu'il pouvait se subvenir à lui-même et répondre au besoin de travail dans la localité. Cependant, les nouvelles technologies ont eu pour effet de mettre fin à cette ancienne correspondance entre la croissance économique et les emplois. Les employeurs peuvent aller de l'avant avec des plans d'expansion qui ne produiront pas une augmentation des emplois au niveau local.

Au cours des cinq dernières années, plusieurs entreprises commerciales nouvelles ont connu un succès remarquable.

Nous sommes en présence d'une nouvelle éthique sociale selon laquelle le succès d'une entreprise locale concerne au plus haut point la communauté toute entière et selon laquelle il ne faut pas ménager les efforts pour en assurer le succès.

L'un des aspects remarquables de ce nouveau réseau d'aide communautaire aux entreprises est l'effet certain qu'il exerce sur le taux de succès ou d'échec des nouveaux projets. Le taux d'échec des coopératives appuyées par les Cooperative Development

Agencies a été évalué à 5 pour cent par an, ce qui est considérablement inférieur au taux mentionné par le ministère de l'Industrie concernant tous les nouveaux commerces.

Le coût des initiatives commerciales locales est impressionnant également. Par exemple, chaque nouvel emploi à British Leyland coûte environ 1 200 000 $, un emploi de Enterprise Zone en coûte 80 000 et un emploi de la Scottish Development Agency, 10 000, alors qu'un nouvel emploi dans une entreprise locale coûte aussi peu que 460 $ dans la Bedfordshire and Chiltern Enterprise Agency et 800 $ dans le Scottish Cooperatives Development Committee et 4 000 $ dans le Economic Development Committee du West Midland County Council.

La raison de ce rapport étroit entre le caractère local d'une entreprise et son coût peu élevé est attribuable au fait que plus une initiative est propre à une localité, plus elle peut compter sur la bonne volonté des citoyens et des bénévoles de l'endroit tandis qu'une initiative de plus grande envergure inspire rarement cette même attitude.

8 : Initiatives de commerces existants

À Bristol, le New York Trust a établi un centre spécial de commercialisation pour répondre aux besoins des petites entreprises qui n'ont pas les moyens d'avoir leur propre service de commercialisation ni de retenir les services dispendieux de conseillers.

À Neath, une unité spéciale a regroupé les gens d'affaires et examiné avec eux comment ils pouvaient contribuer au développement de l'endroit. Elle a obtenu d'excellents résultats.

À Bathgate, l'agence locale d'entreprise (BASE) met les entreprises locales au défi de doubler leur chiffre d'affaires en dedans de cinq ans en améliorant

leurs pratiques commerciales et en dressant des plans triennaux.

À St. Austell, la compagnie English China Clays a donné son appui à un projet de centre de ressources communautaires qui se chargera de nombreux programmes novateurs entraînant la participation des chômeurs.

Si les gens d'affaires locaux unissent leurs efforts, ils peuvent :

* définir leurs propres besoins en matière de formation, de connaissances des principes de commercialisation ou d'installations informatiques;

* établir une banque de matériel et de pièces qui pourraient être mis à la disposition de la communauté;

* étudier des façons d'aider plus efficacement la communauté, comme l'établissement d'un groupe local de gens d'affaires.

9 : Initiatives communautaires à vocation économique

L'économie communautaire est une notion nouvelle qui suscite l'intérêt et donne lieu à quelques-unes des idées créatrices engendrées par un taux de chômage très élevé. Elle porte notamment sur certaines questions comme la richesse communautaire, le développement d'entreprises communautaires contrôlées à l'échelle locale, la formation de coopératives de crédit, les possibilités de nouvelles devises locales, le partage des emplois disponibles à l'échelle locale et l'utilisation des fonds de placement et des institutions financières de la localité en vue de projets spéciaux de développement.

Elle laisse entrevoir également des perspectives d'une importance cruciale, car il faut maintenant aller au-delà de l'approche "cowboy" des derniers 200 ans et passer à une économie de "l'ère spatiale", celle de la

stabilité et de la croissance économiques à la mesure de la localité.

Dans cette perspective, nous entrevoyons la possibilité d'une nouvelle sorte de richesse produite à l'échelle locale. Les anciens dictionnaires définissent la richesse comme étant un état de bonheur, de prospérité et de bien-être. Mais nous reconnaissons maintenant que pour avoir une vie riche et remplie de sens, nous devons plutôt considérer la richesse comme un état de prospérité communautaire et non plus comme un état de prospérité individuelle comme nous y avons été habitués au cours de l'ère industrielle. Notre recherche de la prospérité doit de toute évidence permettre aux membres de la communauté entière de parvenir à l'état de bien-être que procure un travail satisfaisant. Le CADURN estime que nous sommes en mesure de réaliser cet objectif si c'est le choix que nous faisons.

10 : Stratégies locales de développement économique

Il est clair que le développement économique local est un élément essentiel de toute stratégie locale. La planification a traditionnellement été laissée aux conseils de comtés et de districts qui se sont généralement limités aux questions conventionnelles comme l'exploitation des terres disponibles et la recherche de nouvelles entreprises.

La stratégie du CADURN consiste à dire que pour accueillir l'ère post-industrielle, lutter contre le chômage et assumer la responsabilité de l'avenir et de nos propres vies, nous devons encourager les initiatives qui tiennent compte des endroits où nous vivons. Or, le développement économique est l'un des principaux éléments de ces initiatives. Les agences de développement local sont les organismes tout indiqués pour mettre en place de telles initiatives, en collaboration avec les services de planification des conseils de districts et de comtés.

La planification communautaire devrait toujours inclure la participation des membres de la communauté aux études sur les développements possibles. Pour arriver à cette fin, il faut de nouvelles visions de l'avenir. La méthode classique qui consiste à dresser des plans de la structure et du développement n'entraîne pas suffisamment la participation des gens de la localité ni une planification véritablement communautaire. Il existe ailleurs en Grande-Bretagne des modèles qui peuvent nous inspirer - point n'est besoin de craindre que l'idée n'a pas fait ses preuves ou qu'elle n'est pas pratique. LA PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE PEUT ENGENDRER DES IDÉES NOUVELLES IMAGINATIVES ET SUSCITER DES VISIONS DE L'AVENIR PARMI LES GENS DE LA LOCALITÉ.

Le Working Party en Local Economic Initiatives, mentionné plus tôt, affirme qu'une consultation effectuée dans l'un des comtés avait donné lieu à 58 idées pratiques pour la mise en place d'initiatives communautaires de création d'emplois. Il cite un extrait d'un rapport d'un conseil de comté :

> L'un des chômeurs que nous avons consultés a dit "nous possédons une vaste réserve de gens ayant des talents, des aptitudes, de l'énergie et des idées et tout ceci est gaspillé". Le conseil de comté compte également une vaste réserve de gens qui ont des talents, des aptitudes, de l'énergie et des idées. Le gaspillage serait encore plus grand si ces deux sources ne pouvaient se regrouper pour le plus grand avantage de tous.

11 : Initiatives des autorités locales

Au cours des deux dernières années, les autorités locales au Royaume-Uni ont découvert un nouveau secteur d'activité : le développement économique. Délaissant leur ancien rôle de publiciste pour les bonnes actions, rabais et encouragements de chaque ville ou comté, les autorités ont commencé à se

pencher sérieusement sur la question du développement économique.

Les conseils locaux de district et de comté ont établi des agences d'entreprise, des centres de commercialisation, des ateliers ruraux, des fonds de démarrage commercial, des conseils d'entreprise, des agences de développement coopératif et nommer des agents de développement économique communautaire. L'aide prévue à l'article 137 est généralement sous-utilisée et pourrait être source de financement pour de nouvelles initiatives.

Le CADURN estime que les stratégies, les réseaux et les agences à caractère local doivent intervenir pour lutter contre le chômage. Les conseils des municipalités, des paroisses et des districts doivent intervenir en même temps que d'autres groupes concernés. Nous espérons que les nouveaux conseils élus en mai 1985 tenteront de trouver de nouvelles façons de lutter contre le chômage.

12 : Initiatives d'aménagement foncier et de logements

À Swansea, le conseil municipal tente de persuader les compagnies de construction de consentir des hypothèques aux chômeurs pour leur permettre de procéder à la construction de leurs propres maisons. Ce n'est là qu'un exemple de ce genre d'initiatives.

Le gens qui habitent sur la propriété des municipalités et dont le taux de chômage est ordinairement plus élevé que la normale devraient pouvoir utiliser les immeubles vides pour en faire des centres d'aide, des centres pour adolescents, des ateliers pour l'enseignement des métiers et des centres pour femmes. À cette fin, il faudrait assouplir les politiques du logement pour permettre aux représentants communautaires de participer aux débats sur l'utilisation future de propriétés vides.

Les conseils qui sont propriétaires de terrains vagues ou vacants dans la localité devraient songer à faire participer les chômeurs au développement de lots ou de petites propriétés. Les politiques financières locales pourraient également favoriser l'emploi de tous les terrains vacants à des fins utiles.

Premières étapes de la stratégie

La première étape d'une stratégie intégrée consiste à former des réseaux locaux pour unir les intéressés.

Au niveau de l'agence, il est fréquent de constater dans les centres d'emploi, les bureaux de planification des carrières, les centres pour les jeunes, les centres pour les chômeurs, les agences d'entreprise et les bureaux du ministère de la Santé et des Services sociaux la présence d'un personnel chargé des problèmes de chômage qui ne se connaît même pas et qui, à plus forte raison, ne passe aucun temps ensemble pour discuter de ses préoccupations communes et partager ses idées. Ce simple manque de communication entraîne un véritable gaspillage des efforts. Nous croyons en la nécessité d'une nouvelle infrastructure pour faciliter la communication entre services et agences. La démarche a déjà été faite ailleurs en Grande-Bretagne.

Un réseau local peut regrouper les gens désireux d'élaborer des stratégies d'emploi audacieuses et coordonnées à l'échelle locale.

Il existe à Plymouth et Exeter un embryon de réseaux qui devraient exister dans chacun des centres des deux comtés où le chômage représente un problème majeur. La force du réseau local tient au fait qu'il permet d'élaborer des programmes et des projets qui ont de la pertinence pour la localité : personne d'autre ne peut vraiment connaître les besoins d'une localité en particulier.

Recommandations

Aborder le développement local "par le bas" présente évidemment un paradoxe : c'est qu'il n'existe "en haut" aucune agence centrale à qui proposer des politiques. Le réseau local peut servir de point de départ pour n'importe quel groupe, agence ou conseil, dans n'importe quelle municipalité, région rurale ou ville. Si le sol n'est pas bien préparée, la semence n'y poussera pas.

Si le type de propositions que le CADURN avance ne suscite pas de réactions positives, l'étape suivante à franchir pourrait consister en une série de réunions avec les groupes et agences concernés.

Les initiatives régionales doivent être le complément des initiatives locales. La stratégie proposée par le CADURN prévoit donc la nécessité d'une stratégie intégrée à l'échelle régionale.

Les comtés de Cornwall et Devon ont l'avantage d'être nettement définis sur les plans historique, culturel et géographique. Ainsi l'identité régionale y est plus clairement définie que ce n'est le cas, par exemple, de Herefordshire ou même Somerset.

La stratégie régionale proposée prévoit, entre autres, que les principaux collèges de la région, Exeter University, Rolle College, Plymouth Polytechnic, College of St. Mark and St. John, Cornwall College of Further Education, Bicton and Seale Hayne pourraient mettre leurs ressources techniques et scientifiques à contribution pour combler les besoins des entreprises nouvelles et existantes dans les deux comtés. À Londres, de nouveaux réseaux de technologie font l'essai d'une formule selon laquelle les collèges contribuent au développement de produits et à la recherche scientifique. La même formule pourrait s'appliquer ici.

Politique nationale

Notre ambition n'est pas de proposer des politiques de lutte contre le chômage qui auraient une portée nationale. Les propositions que nous avançons ont plutôt une portée locale, indépendamment des décisions qui se prennent à Westminster.

Nous sommes cependant d'avis qu'une solide stratégie régionale commanderait le respect ailleurs au pays. Elle permettrait en outre aux particuliers et aux groupes qui considèrent la lutte contre le chômage comme une responsabilité personnelle de se prononcer avec d'autant plus de force et de conviction lorsqu'ils réclament des changements tant généraux que détaillés dans les divers volets des décisions du gouvernement.

Le rôle du CADURN

En tant que réseau de groupes travaillant directement "sur la ligne de feu", le CADURN a son propre rôle à jouer dans l'élaboration de stratégies locales et régionales.

Cependant, ses ressources sont minimes. Nous espérons qu'au cours de 1985-1986, le CADURN pourra se procurer les fonds nécessaires pour retenir les services de deux agents de développement. Ainsi le réseau pourra donner suite à ses idées, en collaboration avec d'autres groupes et agences que nous avons mentionnés.

Notre réseau est bien placé pour fournir des renseignements ponctuels sur les nouvelles crises à mesure qu'elles touchent les chômeurs directement, comme la confusion entraînée par les décisions du ministère de la Santé et des Services sociaux en mai 1985 concernant la pension et l'hébergement. Des réseaux locaux et régionaux bien coordonnés seraient en mesure de réagir concrètement à ces crises périodiques et de formuler des critiques claires et

constructives à l'intention du gouvernement, au besoin.

Nous vivons à une époque de changements culturels et économiques majeurs, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle du monde. Après 200 ans, l'ère industrielle expire.

Si nous relevons le défi du changement avec une attitude positive et une vision claire de l'avenir où notre potentiel en tant qu'êtres humains pourra s'affirmer, nous pourrions être étonnés des résultats.

Mais nous sommes assis sur un champ de mines. Les jeunes générations grandissent avec de nouveaux rêves et un nouvel instinct de ce que l'avenir peut leur apporter. Lorsque cette énergie ne peut trouver une expression créatrice, elle se replie sur elle-même et entraîne des effets destructeurs. Le chômage est l'une des influences les plus négatives qui touchent nos jeunes. Qu'ils soient chômeurs ou étudiants, le chômage sape subtilement leur vision de l'avenir. Nous ne devons pas nous laisser bercer par une tranquillité illusoire et plonger dans la léthargie.

Il ne s'agit pas simplement "d'éteindre des incendies" dans notre lutte contre le chômage. Nous ne pouvons et ne voulons pas retourner à la stabilité des années 50. Tout autour de nous, des forces irrésistibles exercent leur influence sur le monde, qu'il s'agisse de la course aux armes entre l'Est et l'Ouest, de la course aux dettes entre le Nord et le Sud, de la destruction de la couche arable de notre planète ou de l'érosion de notre stabilité et de notre paix intérieure. Nous ne voulons pas réinventer le passé. Nous devons inventer l'avenir et nous devons le faire de façon à permettre à tous de vivre dans l'espoir et dans la dignité.

Le CADURN croit que la lutte contre l'absurdité du chômage et pour un mode de vie plus satisfaisant et équilibré que nous livrons dans les comtés de Cornwall

et Devon fait partie de tentatives de plus grande envergure pour construire un monde meilleur où nous serons en mesure de donner libre cours à nos qualités les plus profondes et les plus nobles.

Nous avons tous besoin de rêver. Les 50 dernières années sont la réalisation des rêves de nos arrière-grands-parents. L'année 2035 pourrait bien être la réalisation des nôtres si nous le voulons bien.

ANNEXE : NOS HYPOTHÈSES CHANGEANTES

1. Nous avons toujours supposé que les particuliers peuvent se fier aux employeurs pour leur procurer de l'emploi.

   Nous prétendons maintenant que les particuliers devront apprendre à organiser leur propre travail et leur propre vie.

2. Nous avons toujours supposé qu'un particulier peut compter sur un emploi sûr ou une carrière permanente pour la vie.

   Nous prétendons maintenant que nous devons acquérir la confiance en notre habileté à changer et de nouvelles compétences et trouver notre propre voie.

3. À l'école, l'esprit d'initiative et d'entreprise a généralement été considéré comme bouleversant et à déconseiller.

   L'esprit d'initiative et d'entreprise est maintenant considéré comme une qualité essentielle dont tous auront besoin dans l'avenir.

4. L'éducation a généralement été considérée comme une préparation en vue d'un emploi ou d'une carrière à caractère permanent.

L'éducation est maintenant considérée comme une préparation en vue d'une vie active, changeante et imprévisible.

5. L'éducation (en Grande-Bretagne) a toujours été conçue comme moyen de formation générale pour un nombre important de personnes qui quittent l'école sans aucune spécialisation.

   L'éducation vise maintenant à développer chez tous la motivation personnelle et des aptitudes polyvalentes.

6. La formation a toujours reposé sur l'idée qu'il fallait acquérir "un métier pour la vie".

   La formation est maintenant considérée comme une possibilité qui est toujours accessible, au besoin.

7. On a toujours supposé que la vie active devait se dérouler de façon permanente, semaine après semaine et année après année, jusqu'à la retraite.

   La vie active est maintenant considérée comme une période marquée par de fréquents changements et une variété d'options disponibles.

8. Le chômage a toujours été considéré comme un malheur temporaire ou une preuve de paresse personnelle.

   Le chômage commence à être considéré comme une période assez utile d'interruption d'un emploi à plein temps et un temps d'arrêt qui permet de réfléchir et de changer de direction.

9. L'entreprise locale a toujours été considérée comme étant capable de se subvenir à elle-même et de veiller tranquillement à ses propres intérêts.

L'entreprise locale est maintenant considérée comme un atout communautaire qui a besoin de soutien et d'aide, notamment pour démarrer.

10. La compétence en affaires a toujours été considérée comme un don inné ou acquis au contact d'amis ou de parents.

    La compétence en affaires est maintenant considérée comme une qualité dont il faut encourager l'acquisition dès l'école.

11. La communauté locale a toujours été considérée simplement comme un endroit où l'on vit entre les heures de travail.

    La communauté locale est maintenant considérée comme un endroit où le travail, la vie de famille, les loisirs et la vie communautaire sont entremêlés.

12. L'économie locale a toujours été considérée comme un phénomène normal qui subsiste par lui-même.

    L'économie locale est maintenant considérée comme une réalité qui a besoin d'attention et de politiques appropriées.

13. On a toujours supposé que le but premier de la vie était le gain matériel et que le travail était la principale façon d'y parvenir.

    On comprend désormais de plus en plus que le gain matériel est seulement une partie de la vie et que pour bien des gens, il n'en représente peut-être pas la partie la plus importante.

LECTURES CHOISIES

COCKERTON, Peter et Anna WHYATT, **The Workers Cooperative Handbook**, (ICOM, 1984).

DAUNCEY, Guy, **Nice Work If You Can Get It - How To Be Positive About Unemployment**, (National Extension College 1983).

DAUNCEY, Guy, **The Unemployment Handbook**, (National Extension College, 18 Brooklands Avenue, Cambridge CB2 2HN 1982).

HANDY, Charles, **The Future of Work**, (Blackwell, 1984).

MITCHELL, Simon, **Report On Unemployment In A Cornish Town - Bodmin**, (CADURN/NIACE, c/o 8 Honey Street, Bodmin, 1985).

NAISBITT, John, **Megatrends**, (MacDonald 1984).

TAYLOR, Allan, **Worker Cooperatives - How Local Authorities Can Help**, (ICOM Co-Publications, 245A Coldharbour Lane, Londres SW9, 1983).

TOFFLER, Alvin, **The Third Wave**, (Pan 1982).

Action On Unemployment: 100 Projects With Unemployed People, (Church Action With the Unemployed, 146 Queen Victoria Street, Londres EC4, 1984).

Action with the Unemployed - A National Directory of Centres, Groups and Projects, ed., Nigel Melville (BURN, 1984).

Adult Options - Three Million Opportunities , ed. Can, Haughton & Melville (Educational Centres Association 1985).

Beating Unemployment, (Centre for Employment Initiatives, 1984).

Education for Enterprise, Rapport de conférence, (CRAC, 1984).

Initiatives, le Journal du Centre For Employment Initiatives, 140 Gloucester Mansions, Cambridge Circus, Londres WC2H 8PA.

Joint Action - The Way Forward - Rapport d'une association locale mixte/NCVO 26 Bedford Square, LondresWC1B 3HU, 1984).

Report of Proceedings, (City of Nottingham Employment and Economic Development Conference, 1984).

Sense of Direction - Exploring New Prospects With Unemployed Young People, (Community Projects Foundation, 60 Highbury Grove, Londres N5 2AG, 1983).

The BURN Magazine, Le Journal du British Unemployment Resource Network, 319 Summer Lane, Birmingham B19 3RL.

The LEDIS Sheets, un service d'information mensuel du Local Economic Development Information Service, The Planning Exchange, 186 Bath Street, Glasgow G2 4HG.

Unemployment - Communities Take Action - 60 récits tirés de SCAN Unemployment Review, SCEC, addresse ci-dessus, 1985.

Unemployment Strategies: A Search For A New Way Forward, (Alternative Employment Group in Scotland, SCEC, Atholl House, Canning Street, Edinburgh EH3 8EG).

VERS UNE TECHNOLOGIE À DIMENSION HUMAINE

George McRobie

Le présent document raconte deux histoires qui illustrent bien les différents aspects de méthodes qui abordent le développement "par le haut" et les raisons pour lesquelles elles ne fonctionnent pas.

La première histoire concerne Fritz Schumacher, éminent économiste d'Allemagne et employé dans une grande société en Grande-Bretagne. Un jour, il décide d'aller en vacances. Quoi de mieux que des vacances dans le nord de l'Écosse, surtout à Banffshire. Le premier matin, comme Schumacher déambulait le long d'un sentier au pied d'une montagne, il se retrouve soudainement face à face avec Dieu. De prime abord et dans un certain sens, la situation semblait inhabituelle, parce que je crois comprendre que Dieu ne se manifeste pas normalement aux économistes, mais d'un autre côté, la situation était absolument normale parce que Dieu était après tout dans son propre pays, voire même dans son propre comté. L'économiste reprend vite ses sens et dit : "Seigneur, est-il vrai que ce qui représente seulement une minute pour vous représente pour nous un million d'années?" Dieu répond : "Oui, c'est juste, mais pourquoi me posez-vous cette question ?" "Par analogie, Seigneur, est-il vrai que ce qui représente seulement un penny pour vous représente un million de livres sterling pour nous?" "Tout à fait vrai, mon ami, affirme le

Seigneur, tout à fait vrai." L'économiste ajoute "Seigneur prête-moi un penny". Le Seigneur répond : "Certainement cher ami, certainement" et il commence à fouiller dans ses poches pour dire après un moment : "Eh bien, je m'excuse, mais je suis parti sans argent. Il faudra que je retourne en chercher. Voulez-vous attendre une minute?"

Voilà l'histoire du développement, notamment du développement outre-mer dans sa forme classique. Depuis vingt ans, je cherche une formule moins conventionnelle et plus efficace : une formule qui fait appel à l'adoption d'une technologie appropriée aux besoins.

Le mouvement pour l'adoption d'une technologie appropriée a commencé en 1965 lorsque quelques-uns d'entre nous avons aidé E.F. Schumacher à former le Intermediate Technology Group à Londres. Notre but était d'identifier, de développer et de faire connaître des technologies à la portée des pauvres dans des communautés pauvres et d'en favoriser l'introduction. La technologie de l'hémisphère occidentale passait outre, dans une grande mesure, aux besoins des pauvres des régions rurales et s'installait dans les villes, aggravant en fait les problèmes de la croissance urbaine et de la décadence rurale. Presque toutes les technologies d'envergure introduites dans une ville, dans un pays pauvre, feront échec aux démarches concrètes que les gens tentent d'entreprendre à l'extérieur des villes. Non seulement les technologies du monde occidental coûtent-elles très cher et grossissent-elles la dette des pays pauvres en les rendant dépendants des pays riches, mais dans bien des cas, elles nuisent réellement aux pauvres dans les régions rurales même si elles enrichissent certaines personnes dans les villes. Le phénomène tient à la création d'une société dualiste.

Le Intermediate Technology Group a vu le jour sans argent et avec la collaboration de seulement 20 ou 30 personnes. A l'origine nous avons encouragé des

ingénieurs à mettre au point des technologies simples. Nous avons reçu de nombreuses demandes d'aide et de conseils dont l'une provenait de la Zambie où il était question de la fabrication d'un harnais amélioré. Eh bien, pour vous donner une idée de l'ampleur de notre naïveté à l'époque, nous nous sommes dit : qui pourrait avoir des connaissances sur la question des harnais? Le War Office, avons-nous conclu, qui doit sûrement posséder des manuels sur les harnais pour les ânes et les boeufs dans les divers pays outre-mer où les Britanniques se sont battus assez régulièrement. Alors j'ai demandé au War Office s'il possédait des manuels sur le sujet. On m'a répondu oui, mais que l'information était classifiée. J'ai vite répondu que je comprenais très bien la situation parce que, après tout, une autre Guerre des Boers pouvait éclater d'une minute à l'autre et que ces renseignements pourraient tomber entre les mains des ennemis. Nous n'avons jamais rien reçu du War Office, mais il existait heureusement ailleurs d'autres sources moins secrètes.

Avec le temps, nous avons réussi à identifier et développer toute une série de technologies très intéressantes. Nous avons dû d'abord prouver que la technologie n'est pas une sorte de force unidirectionnelle. L'hémisphère occidental contribuait à faire croire qu'elle progressait sans cesse, devenant de plus en plus complexe et dispendieuse. Mais nous avons renversé le courant et prouvé qu'il était possible de mettre au point des technologies de petite envergure, efficaces et simples, qui entraînaient des économies de capital et d'énergie, causaient un minimum de dommage à l'environnement et mettaient à contribution les compétences des gens au lieu d'en faire fi.

Nous avons abordé dès nos débuts le domaine des matériaux de construction. John Parry, l'un de mes premiers collègues, a montré qu'il était possible de réduire à environ 10 000 briques par semaine la production d'une grosse briqueterie moderne qui en

produisait deux millions. À la fin, il a tellement réduit la production que celle-ci pouvait être chargée à l'arrière d'un Landrover et transportée de village en village. Voilà une technologie de petite envergure qui produisait quand même un produit de qualité. Naturellement, pour fabriquer des briques, il fallait de l'énergie et souvent l'énergie était une ressource rare. Alors, John Parry a songé à utiliser l'énergie solaire et à enduire les briques d'une pellicule de ciment mélangé à de la fibre, ce qui donnait un revêtement très solide possédant une grande capacité d'isolation thermique. Le conseil du comté de Devon en Angleterre met actuellement à l'essai des édifices revêtus de ces briques pour voir si la technique pourrait être appliquée à la construction de logements à prix modique en Grande-Bretagne.

Le groupe s'est ensuite penché sur la question du ciment. Il a constaté que les cimenteries produisent maintenant en moyenne deux tonnes de ciment par jour. Celles-ci sont peu nombreuses parce qu'il existe très peu de dépôts énormes de chaux et que le ciment est ordinairement transporté à sa destination sur des centaines de milles de distance. En collaboration avec les Indiens et les Allemands (qui ont mis au point des usines de petite envergure au cours de la Seconde guerre mondiale en vue de les disperser et d'éviter les bombardements alliés), nous avons finalement conçu un modèle d'une usine capable de produire 25 tonnes par jour et d'utiliser des matériaux locaux qui ne conviennent pas aux grandes usines. Au cours des travaux de conception, nous avons constaté qu'il était possible d'utiliser une forme plus efficace de transfert de chaleur et pour cette raison et bien d'autres, il semble que le prix par tonne de ce ciment soit inférieur à celui du ciment produit dans les grandes usines. La Appropriate Technology Development Association de l'Inde et la Appropriate Technology International des États-Unis font actuellement les derniers essais de ces mini-usines de ciment.

Voilà un des nombreux exemples de grandes usines persuadées de l'impossibilité du projet à qui l'on a prouvé le contraire. Dans un autre cas, le Président Kaounda de la Zambie a demandé à M. Schumacher s'il était possible de produire une petite machine pour la fabrication de contenants pour les oeufs, utilisant du papier de rebut comme matière première. (La Zambie exportait à l'époque du papier de rebut à l'Afrique du Sud dont elle importait des contenants pour les oeufs.) Le groupe a consacré quelque quatre ans à ce travail, mais il a finalement obtenu des résultats.

En effet, nous avons découvert que le monopole pour la fabrication de ces contenants était détenu par une compagnie américaine dont le siège social était au Danemark (sans doute pour des raisons que Galbraith aurait qualifiées de comptabilité créative) qui nous a assurés qu'il était absolument impossible de concevoir une usine de petite envergure à cette fin. L'usine du Danemark coûtait 750 000 livres sterling (1,5 million de dollars) et produisait un million de contenants par mois. Or, un million de contenants à oeufs par mois aurait littéralement submergé la Zambie. Ce que la Zambie voulait c'était un demi-million de contenants par an.

Avec l'aide d'un étudiant en design du Royal College of Art et l'Université de Reading, nous avons finalement mis au point une usine qui produisait un demi-million de contenants à oeufs par an et il existe aujourd'hui environ 60 machines de ce genre dans les pays en voie de développement. La compagnie américaine qui nous avait d'abord dit que notre projet était impossible a offert par la suite de nous aider à le commercialiser.

Il existe en fait trois façons de parvenir à une technologie appropriée de petite envergure : commencer avec la technologie d'envergure et la réduire, ce qui signifie ordinairement qu'il faut en refaire complètement les plans, ou commencer avec une technologie très primitive et simple et l'améliorer pour la rendre plus

productive, mais sans la placer hors de portée des pauvres ou, en troisième lieu, inventer une technologie à la mesure des besoins et des ressources de la localité. Dans les cas du ciment et du sucre, nous avons réduit l'usine de très grande envergure à une fraction de sa taille précédente et eu recours aux meilleurs technologues disponibles qui en ont assuré l'efficacité. Ainsi, les usines de sucre de petite envergure en construction actuellement en Inde représentent un quarantième de la taille des grandes usines. Ces quarante petites unités emploient dix fois plus de gens qu'une grande usine et produisent deux fois et demie plus de sucre. Ainsi, la petite usine est plus productive et plus avantageuse sur le plan social. Elle accumule du capital et engendre des revenus dans la localité.

J'ai déjà vécu en Inde pendant quelques années, à Hyderabad, où la seule récolte de la région avoisinante était le riz, dont la saison se prolonge de mai à octobre. À la fin de la saison, un grand nombre de personnes, surtout des jeunes, émigraient à Hyderabad, à Bangalore, à Madras et certains ne revenaient jamais. La région était donc en voie de désintégration. Puis, une petite usine de sucre y a été construite. Or, la saison du sucre va d'octobre à mai. L'addition de cette usine qui était la propriété des gens de la localité apportait du travail à longueur d'année à un grand nombre de personnes. L'établissement de la mini-usine a nécessité peu de capital et créé de nombreux emplois de sorte que les recettes totales tirées des investissements étaient relativement peu élevées, mais les recettes tirées de la main-d'oeuvre étaient relativement considérables.

L'expérience est digne de mention aujourd'hui dans nos pays où l'on parle des miracles de la robotisation. Ce qui s'y produit en fait, c'est que les propriétaires de capital recevront une part de plus en plus élevée des recettes totales et que les gens auront de moins en moins d'emplois.

C'est peut-être dans le domaine de l'énergie que le groupe a développé certaines de ses nouvelles technologies les plus intéressantes. Il y a environ sept ou huit ans, l'une de nos équipes examinait à l'Université Reading la conception d'un petit moulin à vent à axe vertical. Elle a eu l'idée de le tourner à l'envers et de l'installer dans la Tamise. Après quelques modifications de conception, l'équipe a découvert qu'elle venait d'inventer une turbine hydraulique très importante. Une petite turbine d'un diamètre de trois pieds de ce genre et placée sous l'eau, produit la même quantité d'énergie qu'une roue hydraulique d'un diamètre de soixante pieds. La plupart des technologies appropriées seront de petite envergure de sorte qu'elles conviendront à des petits marchés; elles seront de conception simple de sorte que des gens sans connaissances techniques, organisationnelles et financières sophistiquées pourront s'en servir; elles entraîneront des économies de capital, car les pays pauvres en manquent; elles tiendront compte du bien-être des gens, c'est-à-dire qu'elles développeront leurs talents au lieu de les dévaloriser. Enfin, elles devraient respecter l'équilibre écologique en utilisant autant que possible des ressources renouvelables plutôt que non renouvelables.

Après un certain temps, les gens des pays riches ont commencé à s'adresser à notre groupe à Londres pour dire, "mais nous aussi avons besoin d'une technologie différente si nous voulons survivre". Le mouvement a pris naissance dans les Maritimes, puis s'est propagé dans l'ouest de l'Écosse et dans la région des Appalaches et au sud de l'Italie et plus tard, à toutes les autres régions pauvres des pays riches qui s'intéressaient de plus en plus à l'idée.

Puis, vers la fin des années 60 et au début des années 70, il s'est produit un changement important. En effet, la société s'apercevait de plus en plus que l'industrie moderne s'affrontait à l'environnement, à sa réserve de ressources et à la population. Après la publication de l'excellent ouvrage de Rachel Carson,

Silent Spring, un nombre croissant de scientifiques a commencé à se pencher sur la question et à se demander si notre technologie moderne et classique peut réellement continuer à mettre en danger beaucoup plus longtemps notre environnement. Dans la plupart des cas, la réponse est non. Pourtant nous avons aujourd'hui dans nos pays une technologie qui, à bien des égards, est en guerre ouverte avec l'environnement. Mais les gens sont maintenant plus conscients de cet état de choses et commencent à obliger l'industrie lourde à assumer les coûts des dommages qu'elle inflige à l'environnement. Il fut un temps où les eaux usées étaient déversées dans la rivière et tout était dit. Il convient d'ajouter que plus l'usine est considérable et contrôlée à distance, plus il lui est possible d'échapper aux sanctions.

Mon ami Johan Galtung a déjà dit qu'une façon de freiner de tels dommages était, dans le cas d'une usine qui déversait des eaux usées, de s'assurer que ses directeurs buvaient l'eau en aval de l'usine. Cette solution réglerait certes le problème, sauf que les directeurs de ces entreprises trouvent ordinairement le moyen d'aller vivre ailleurs. Comme pour une autre forme de "pollution", par exemple les gratte-ciel à Londres, les architectes qui ont conçu ces édifices vivent habituellement ailleurs dans d'élégantes maisons géorgiennes à Kew tandis que les habitants de ces tours "perdent la boule" dans ces monstrueuses tours.

Au moins, le public est de plus en plus sensibilisé à la question de la pollution environnementale, mais les gouvernements cherchent encore à temporiser en effectuant un nombre croissant d'études et en prétendant que des recherches plus approfondies s'imposent. En d'autres termes, ils procèdent à leurs activités évasives normales avant d'être acculés au mur.

J'étais en Norvège il y a deux ans où j'ai rencontré un groupe qui disaient "Voulez-vous prendre ces feuillets et les distribuer à tous vos amis à la Chambre

des communes, parce que nous savons que ce sont les émanations de vos usines qui détruisent nos lacs". J'ai acquiescé à leur demande, mais avec très peu de résultats. Mais graduellement, les Norvégiens ont persuadé l'Allemagne, la Pologne et la Grande-Bretagne que c'était les déchets de leurs usines génératrices et de leurs acieries qui tuaient des milliers de lacs en Norvège. Au début, le gouvernement britannique a fait ce que tout gouvernement normal aurait fait en disant : ce n'est pas nous, ce sont les Allemands, nous en sommes convaincus. Puis les Norvégiens nous ont prouvé que nous aussi étions coupables et nous avons alors répondu : d'accord, mais nous n'y pouvons rien parce que cela coûterait trop cher. Le gouvernement britannique a commandé une étude sur les pluies acides dans le nord de l'Angleterre et le sud de l'Écosse et les résultats ont été si alarmants qu'il s'est bien gardé de la publier. Cependant, les Norvégiens ont mis la main sur le rapport et dit : nous savons que les temps sont difficiles en Grande-Bretagne, que l'argent y est rare. Alors pour vous épargner ces dépenses, nous publierons le rapport. Peu de temps après, le rapport paraissait.

Tous ne savent que trop bien ce qui arrive actuellement à l'eau, au sol et à l'air partout dans le monde industrialisé. Dans l'est de l'Angleterre, des médecins hygiénistes publient de temps en temps des avertissements à l'intention des mères leur demandant de ne pas donner l'eau du robinet à leurs enfants parce qu'il s'y trouve des quantités élevées de nitrates qui, dans certaines circonstances, peuvent provoquer des malformations congénitales. Même si nous cessions de déverser de l'azote dans le sol dès aujourd'hui, le dommage fera son chemin sur une longue période parce que ces nitrates rejoignent lentement la nappe d'eau souterraine.

C'est ainsi que le problème de la pollution environnementale s'impose à l'esprit du public et graduellement à celui des gouvernements. Voyez comment les gouvernements américains et canadiens tentent d'éviter la

question des pluies acides. Mais il y a plus. Les problèmes sans solution technique nous guettent. Bien sûr, les dispositifs de récurage et de combustion au fluorure réduisent la quantité de déchets; mais l'adoption d'une politique d'économie de l'énergie pour éliminer la source de la pollution la réduirait davantage. Cette question entre elle aussi bien tranquillement dans l'esprit du public. Amory Lovins a prouvé sans l'ombre d'un doute qu'il est beaucoup plus économique d'économiser l'énergie que d'en produire davantage.

Mais aussi longtemps que nous brûlerons des hydrocarbures, nous intensifierons l'effet de "serre chaude", l'accumulation de bioxide de carbone dans l'atmosphère. Ce phénomène changera notre climat, personne ne sait exactement comment, mais ce ne sera sûrement pas à notre avantage. Il y a aussi la perspective incroyable de l'accumulation de quantités alarmantes de déchets radioactifs. Parce que nous leur aurons transmis des problèmes auxquels nous ne pouvions trouver de solution, nous serons peut-être la première génération à dire : au diable les générations futures, qu'est-ce qu'elles ont jamais fait pour nous? La prochaine génération devra s'occuper de ces problèmes et bien qu'elle n'ait pas demandé le pouvoir nucléaire, elle devra décider comment disposer des stations nucléaires et des déchets radioactifs. Ce sont des décisions que nous lui aurons, en fait, imposées.

Dans un autre ordre d'idées, celui des ressources, la même sensibilitation au fait que nous sommes en train de détruire la réserve mondiale de ressources non renouvelables ne s'est pas encore manifestée. C'est pourtant invraisemblable si l'on considère que ce sont les chefs industriels de l'Occident, qui se targuent de leurs prouesses commerciales et financières, qui sont les vrais coupables de l'état de confusion actuel, un méfait qui conduirait en prison de véritables hommes d'affaires qui auraient les mêmes attitudes. Ces chefs n'ont pas su faire la distinction entre capital et revenu, ni entre le capital non

renouvelable du pétrole et les recettes découlant d'énergies renouvelables. Les deux notions sont très différentes, l'une concerne le capital, l'autre le revenu. Il y a à Terre-Neuve aujourd'hui, des gens aux prises avec un problème : celui de persuader les compagnies pétrolières et le gouvernement de consacrer une petite fraction des recettes du pétrole, qu'eux considèrent comme un revenu, à des entreprises permanentes sur l'île en prévision de l'avenir. Si une petite fraction de ces revenus était investie dans un fonds dès maintenant, dans dix ans, ce fonds serait plus considérable que la Fondation Ford et pourrait être utilisé en vue du développement de sources d'énergies renouvelables qui dureraient toujours sur l'île, bien après que le pétrole aura été oublié.

J'ai essayé de convaincre un ministre britannique de l'énergie de ma connaissance, un ancien membre du Coal Board, Eric Varley, que l'idée pouvait s'appliquer au pétrole de la mer du Nord. Mais à cette époque, il était tellement dominé par ses fonctionnaires supérieurs qu'il m'a écrit une longue lettre enchevêtrée me disant qu'il ne pouvait agir de la sorte avec les recettes du pétrole et que, de toute façon, il n'était pas sûr que le gouvernement de Sa Majesté croyait à l'énergie renouvelable. Le fait s'est produit il y a quinze ans et je me suis souvent demandé quelle sorte de régime économique nous aurions aujourd'hui si nous avions effectivement établi un fonds pour développer des sources d'énergie renouvelable. Nous serions, entre autres choses, chef de file à l'échelle mondiale dans le domaine des énergies renouvelables de toutes sortes, sauf peut-être pour l'énergie solaire, parce que l'Écosse n'est pas tellement gâtée à cet égard, bien qu'elle le soit par contre en sources d'énergie éolienne et hydraulique.

Nous trouvons encore le moyen d'éviter aveuglément notre problème de ressources. Comme nous croyons maintenant au retour du pétrole bon marché, nous sommes convaincus que nous avons brisé l'échine de

l'OPEP. Dieu nous vienne en aide si tel est le cas, parce que l'OPEP nous forçait au moins à économiser le pétrole. Nous nous précipitons plutôt pour nous emparer de tout le pétrole possible, aussi rapidement que possible, pour en maximiser les revenus dès maintenant, parce que selon notre manière de penser, la rentrée de revenus maintenant vaut infiniment plus que la rentrée de revenus dans vingt ans. Appliqué aux ressources non renouvelables, ce principe est de la foutaise : pourquoi une tonne de pétrole vaudrait-elle plus pour nous aujourd'hui qu'une tonne de pétrole pour nos arrière-petits-enfants? Probablement, aura-t-elle beaucoup plus de valeur pour eux que pour nous. Cependant, notre méthode de calculer les coûts donne beaucoup de valeur à la consommation d'aujourd'hui, non pas à la consommation de demain.

Du point de vue humain, nous commençons à comprendre les importants désavantages d'une technologie qui semblait nous servir si bien jusqu'à ce que le chômage s'installe il y a quelques années. La technologie porte en elle sa propre culture, mais cette culture n'a rien à voir avec les concepts d'équité et de justice sociale. À la fin des années 60, la plupart des sociétés occidentales ont connu une évolution qui a amené de nombreux groupes, particulièrement les plus opprimés - les femmes, les éboueurs, de nombreux groupes mal rémunérés - à dire, "nous aussi, nous sommes importants, nous faisons partie de la société". La société est intégrée à un point tel aujourd'hui qu'il est impossible de dire qu'une personne est vraiment plus importante qu'une autre, comme l'ont bien prouvé les éboueurs lorsqu'ils ont cessé de cueillir les déchets à Londres et dans d'autres villes du Royaume-Uni. Très vite, les gens les suppliaient de retourner au travail, à des salaires beaucoup plus élevés, parce qu'ils se sont rendu compte que leurs services étaient essentiels. À cette époque, un conférencier d'université à Glasgow a fait parvenir des lettres furieuses aux journaux disant qu'il était extrêmement déplorable que des éboueurs gagnent plus que des professeurs

d'université. Le syndicat des éboueurs a réagi vivement et répondu "Bien que nous soyons assujettis à l'exclusivité syndicale, nous sommes disposés à assouplir les règles pour accepter dans nos rangs n'importe quel professeur d'université qui désire changer d'emploi. Il semble que bien peu de professeurs, si toutefois il y en a eu, aient accepté l'offre.

L'une des graves erreurs du gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne a consisté à dissoudre la Commission des prix et des revenus, parce que, comme société, il faut nous serrer les coudes de plus en plus et nous entendre sur qui sera payé combien pour faire quoi. Nous ne pouvons plus continuer à dire que les gens seront payés selon ce que la classe gouvernante voudra bien décider.

Il faut faire une évaluation plus raisonnable de la rémunération des différents genres de travail et déterminer ce qu'est un écart raisonnable. Y a-t-il un principe qui dit que celui qui touche le salaire le plus élevé devrait toucher dix, vingt et même cinquante fois plus que celui qui reçoit le salaire le moins élevé?

Nous n'avons pas encore vraiment réussi à nous attaquer aux conséquences humaines du changement technologique, bien que nous commencions à le faire. Pourtant, les répercussions humaines du changement technologique sont depuis longtemps reconnues. En effet, les écrits de Marx et d'Adam Smith reconnaissent clairement qu'une subdivision croissante du travail entraîne la dévalorisation des travailleurs et crée une race de moins en moins capable de prendre des décisions. Cet effet de la technologie a été déploré par d'éminents penseurs tout au long de notre histoire, en commençant avec Marx et son contemporain, David Urquhart, un Écossais qui disait : "la subdivision du travail est l'assassination du peuple". Affirmation assez dure pour le début du XIX^{e}siècle! En fait, nous ne faisons que découvrir cet aspect de la technologie maintenant, puisque au nom de la

productivité élevée, nous avons supposé que ce qui arrive aux gens est secondaire et passe après la production de plus en plus élevée de la grande entreprise. Des gens comme Ruskin et Morris, Kropotkin, Cole, Ghandi, Mao, Schumacher, Rozak et bien d'autres se sont tous posé la question : qu'est ce que le travail accomplit pour la personne? Nul n'est besoin de regarder très loin pour trouver la réponse. Avec l'avènement de la technologie, nous avons dit aux gens, "Ne réfléchissez pas, votre travail consiste simplement à prolonger celui de la machine; n'essayez surtout pas d'exercer votre initiative, toute initiative est intégrée à la machine. Ne songez pas à l'avenir, parce que vous aurez peut-être d'un jour à l'autre à changer de situation par rapport à la machine, à mesure que nous développerons de nouvelles machines. Ne faites pas de plans pour l'avenir, parce que l'avenir est incertain, la technologie peut changer à tout moment et vous devrez changer avec elle." Voilà ce que nous avons dit aux travailleurs. Pourtant, à ces mêmes personnes, hommes ou femmes, nous disons qu'en tant que citoyen, épouse, époux, père, ils doivent songer à l'avenir, faire des projets, exercer leur initiative. Le résultat consiste à déchirer les gens en deux. On ne peut pas dire aux gens de faire une chose avec la moitié de leur vie et l'opposé avec l'autre moitié. Par conséquent, il n'est pas surprenant de voir en Grande-Bretagne autant de lits d'hôpitaux occupés par des malades mentaux que par des malades atteints de maladies physiques.

Notre système a progressivement détruit les capacités des travailleurs et leur a aussi enlevé petit à petit leur sécurité. Maintenant nous essayons de compenser pour cette insécurité. Après avoir découvert que notre régime économique était sujet à des fluctuations, à des poussées et à des dépressions, nous avons introduit divers régimes de prestations sociales pour alléger au moins la majeure partie du fardeau imposé aux gens par la société industrielle. La structure même du régime de sécurité sociale est conçue en vue

d'une forme particulière de capitalisme. Elle découle de la théorie de Keynes qui pendant quelques décennies a assuré aux économies occidentales une stabilité relative et le plein emploi. De courte durée, le phénomène a cédé sous la pression des contraintes de plus en plus grandes de la concurrence internationale et l'industrie d'échelle dans les pays occidentaux n'est plus capable d'assurer le plein emploi. La grande industrie continue de liquider des gens dans l'intérêt de l'efficacité. C'est pourquoi l'industrie dans sa forme traditionnelle a une bien pauvre fiche sur le plan humain. D'abord, elle détruit les compétences des gens et ensuite leur dit, "nous n'avons pas besoin de vous du tout."

Nous avons tendance à considérer le changement technologique comme quelque chose d'inévitable, un désastre naturel. Je souscris au verdict du jury écossais qui, ayant entendu la cause d'un homme trouvé gravement battu dans un fossé, a dit : un désastre naturel, mais dans des circonstances très suspectes". Voilà comment nous devrions considérer la technologie; si elle est en fait un désastre naturel, elle s'est produite dans des circonstances très suspectes.

Il y a bien des années, lorsque j'ai travaillé dans les mines de charbon, j'ai vécu une période très intéressante lorsqu'il était possible de constater exactement l'effet du changement technologique sur les gens et sur le milieu de travail. À l'époque, le travail dans les mines de charbon était divisé en trois postes, mais auparavant, les familles se divisaient virtuellement le travail, chaque membre ou unité travaillant son poste sous terre. Le travail était dur, mais très spécialisé.

L'époque suivante a été celle de la semi-mécanisation qui a sapé les compétences et leur a substitué un cycle d'activités réparties en trois postes, le premier étant chargé de dégager le charbon, le deuxième de le dynamiter et le troisième, peut-être symboliquement, de s'agenouiller devant une courroie

mobile pour y mettre six à huit tonnes de charbon à la pelle et sortir de la mine aussi rapidement que possible. L'intérêt et la compétence avaient été supprimés du travail, il en restait seulement le danger et l'aspect pénible. Si vous pouvez vous imaginer un cycle de trois postes qui contraint les travailleurs d'un poste à finir leur travail avant l'arrivée du deuxième et qui est assujetti à un système de rémunération à la pièce, vous comprendrez pourquoi il s'est produit tellement de friction entre les hommes. Une grande partie des dissensions survenues à l'intérieur des mines de charbon était attribuable à cette technologie. Ensuite, aux seules fins de la production, non pas parce qu'il y voyait la dimension humaine, le Coal Board, dans le cadre d'un programme d'information très fructueux sur l'amélioration de la technologie industrielle, a introduit un système selon lequel une seule machine pouvait se déplacer de haut en bas dans le puits de la mine, extrayant à chaque fois une couche de charbon. Une petite équipe faisait fonctionner la machine et ses membres travaillaient par rotation et arrêtaient la machine à n'importe quel moment pour permettre au poste suivant d'entrer en fonction. Les dissensions internes ont virtuellement disparu des mines. Il est presque certainement possible d'établir un lien entre cette situation et la propensité aux grèves dans l'industrie, parce que les hommes, étant des êtres raisonnables, transposent souvent les disputes qu'ils ont entre eux en disputes avec les membres de la direction.

La technologie a des effets profonds sur la façon dont nous vivons et si l'on s'arrête pour y penser, elle en a sur chaque aspect de notre existence. La technologie d'échelle et centralisée que nous connaissons aujourd'hui détermine où nous vivons, comment nous travaillons, quelle école nous fréquentons, qui seront nos amis, puisque nous rencontrons ordinairement ceux-ci au travail, et même ce que nous mangeons, parce que la technologie s'est également immiscée dans ce domaine.

À presque tous les égards, notre vie est modifiée par un changement technologique particulier rendu possible par l'accès au pétrole bon marché. Le pétrole est une forme très mobile et concentrée d'hydrocarbure. Il peut être transporté très facilement. La croissance des villes avec leurs marchés de masse a permis d'en concentrer la production en unités de plus en plus considérables. Si un habitant d'une autre planète venait nous observer, il pourrait bien se demander pourquoi l'Amérique du Nord, avec son immense superficie, semble préférer concentrer ses habitants comme des insectes dans des immenses villes.

C'est le pétrole bon marché qui a rendu ce phénomène possible, d'abord, grâce à son transport peu coûteux qui permet aux gens et aux biens de se déplacer sur de vastes distances et ensuite, en substituant le pétrole aux humains sur la terre pour produire de vastes quantités de nourriture avec l'aide d'un très petit nombre de personnes. C'est en injectant des capitaux et de l'énergie dans le secteur agricole que nous sommes parvenus à cet état de choses. Je suis sûr que le rapport est le même ici qu'en Grande-Bretagne, c'est-à-dire que sur le plan énergétique, pour chaque unité d'énergie que nous produisons sous forme d'aliments, nous utilisons trois unités d'énergie pétrolière. Quelles que soient les autres données de la situation, pareil système agricole n'a rien de permanent. Et tout ceci fait abstraction des dommages que nous infligeons à la composition de l'écorce terrestre et au secteur alimentaire lui-même en y déversant des produits chimiques. Il n'y a rien de rassurant à penser que l'activité qui produit nos aliments est de loin la plus grande utilisatrice de poisons, d'herbicides et de pesticides mortels.

Sur les trois plans - l'environnement, les ressources et les humains - il importe donc que nous trouvions une façon différente d'aborder notre technologie. Nous devons trouver des techniques qui ne détruiront pas l'environnement. Il est possible que nous ne puissions pas arriver à ne faire aucun dommage, mais

essayons tout de même de limiter les dégâts. L'énergie renouvelable est peut-être la réponse à nos efforts pour réduire autant que possible notre consommation d'énergie. Si vous désirez vraiment freiner l'utilisation du nucléaire, réduisez votre consommation d'électricité. Les possibilités dans ce domaine sont énormes. Nous utilisons deux fois autant d'énergie par unité de production nationale que le font les Scandinaves, par exemple. Ceux qui prétendent que si nous utilisons moins d'énergie, nous réduirons notre niveau de vie ne savent pas de quoi ils parlent. Les Scandinaves ont un niveau de vie tout aussi élevé que le nôtre et utilisent la moitié moins d'énergie que nous pour tout ce qu'ils produisent, comparativement parlant.

Sur le plan de l'environnement et des ressources, il est également impératif que nous nous tournions vers des sources renouvelables de matériaux bruts et que nous utilisions de plus en plus nos compétences et notre intelligence au lieu de capitaux et d'énergie. Les technologies pertinentes font déjà leur chemin; par exemple, les véhicules à moteur que les Japonais, les Allemands et les Coréens consommeront seulement un gallon d'essence par quatre-vingts ou cent milles. Voilà un exemple de ce que la bonne utilisation des compétences et la créativité peuvent faire pour remplacer l'utilisation prodigue d'énergie et de capitaux.

Amory Lovins, auteur de l'excellent ouvrage Soft Energy Paths, a dit récemment que si les É.-U. pouvaient améliorer l'efficacité de leurs véhicules à moteur qui font actuellement 17 milles au gallon pour les amener à faire 60 milles au gallon, ils deviendraient totalement indépendants du pétrole du Moyen-Orient. Voilà matière à réflexion, parce que dans l'état actuel des choses, dès que le Moyen-Orient éclatera, l'Amérique y sera, aux côtés des Européens, pour lutter pour ses intérêts vitaux en matière d'approvisionnements pétroliers.

Parlant d'économies énergétiques, il y a beaucoup à faire pour sauvegarder l'environnement et la réserve mondiale de ressources non renouvelables. Ce qui est certain, c'est que nous ne pouvons continuer sur la voie où nous sommes engagés actuellement ni exporter cette technologie aux pays en voie de développement. Chose certaine, si ces pays commençaient à utiliser les combustibles fossiles à un rythme aussi élevé que le nôtre, le monde deviendrait vite pollué au point d'être inhabitable d'ici quelques années.

Pourtant, c'est bien là la technologie que nous offrons aux pays pauvres sous le noble vocable d'"aide". Naturellement, l'aide que nous offrons dans la plupart des cas est simplement une façon de créer un marché; nous donnons de l'argent aux pays en développement pour leur permettre d'acheter notre énergie extrêmement dispendieuse. Nous croyons faire le bien, mais nous nous trompons. Nous infligeons des torts à ces pays et agissons contre nos propres intérêts à long terme.

En somme, ce que je dis se résume à ce qui suit : il nous faut trouver des moyens de vivre une vie plus écologiquement équilibrée. L'ouvrage, The Sane Alternative, de James Robertson, préconise un avenir fondé sur des principes sains, humains et écologiques. Si l'humanité doit survivre, nous devons trouver des moyens de nous adapter au système écologique de notre planète et non pas de le détruire.

Nos recherches sur les possibilités d'atteindre un style de vie durable font appel à l'écologie qui est devenue une discipline scientifique respectable. Cependant, nous devrions élargir la définition de l'écologie pour y inclure non seulement la nature des systèmes planétaire et animal et leurs rapports, mais également la nature des systèmes humains et leur rapports. Tous sont bien d'avis que le travail a une importance capitale dans la vie humaine de sorte que le point de départ d'une étude sur l'écologie humaine devrait être la nature du travail, son organisation

sociale et sa répartition géographique. Quelle est notre conception du travail, comment cette conception a-t-elle changé au fil des ans? Est-ce vrai, comme les économistes voudraient nous le faire croire, que le travail est seulement un coût, un élément nécessaire de la production de biens? Dans la mesure où les économistes se sont arrêtés au sujet, telles ont été leurs conclusions. Certes, ces conclusions ont leur importance. En effet, qu'advient-il d'un coût, sinon qu'il faut le réduire autant que possible ou l'éliminer tout à fait, mais ce faisant, vous éliminez des gens de la production à tous les niveaux.

Cependant, Schumacher et bien d'autres comme lui ont dit que le travail a bien d'autres fonctions, dont l'une des plus évidentes est de produire des biens et des services nécessaires : c'est l'évidence même. Mais bon nombre des biens et services que nous produisons actuellement ne sont pas nécessaires et sont dommageables. Une autre fonction du travail est la socialisation : permettre aux gens de travailler et s'entraider plutôt que de se livrer à leurs instincts égocentriques.

On pourrait bien mentionner aussi une troisième fonction du travail : celle de développer au plus haut point les talents créateurs des gens. (C'est là la conception écossaise traditionnelle de l'éducation, à savoir qu'elle a pour objet de développer les talents de tous au plus haut point possible. Cette conception a depuis longtemps disparu à mesure que nous avons adopté le système anglais d'enseignement, mais il s'agit là d'une tout autre question.)

Par conséquent, il faut que nous nous penchions sur la nature du travail, puisque sous l'influence de notre système économique particulier, soutenu et encouragé par notre système technologique particulier, nous avons dégradé la notion même du travail au point que nous croyons que sa seule fonction est de produire de plus en plus de biens, indépendamment de leur qualité,

sans égard ni pour le produit ni pour la façon dont il est fabriqué.

Il convient d'établir ici un parallèle entre l'opinion traditionnelle que l'on se fait de la nature et de l'objet de l'agriculture. D'une part, les citadins en ont une opinion très étroite, la plupart croyant que la seule fonction de l'agriculture est de produire des aliments à bon marché pour les citoyens des villes, indépendamment de la qualité, bien que les revues féminines s'intéressent de plus en plus à la question des produits chimiques empoisonnés introduits dans les aliments de nos enfants dont les organismes deviennent petit à petit des entrepôts pour ces produits.

D'autre part, il y a la thèse qui soutient que l'agriculture, comme le travail en usine, remplit également plusieurs fonctions : produire des aliments sains ne présentant aucun danger, préserver une nappe d'eau saine et adéquate, préserver les variétés génétiques, améliorer la qualité du sol pour les générations futures et même, peut-être, conserver à la campagne ses attraits naturels. Mais toutes ces nobles fins sont perdues de vue dans le contexte d'un système uniquement concerné avec la production de biens et de services aussi bon marché et en aussi grande quantité que possible.

Force nous est donc de nous arrêter encore une fois à la définition réelle du travail. David Ross et Peter Usher, dans leur ouvrage From the Roots Up : Economic Development as if Community Mattered examine cette question : qu'est-ce qu'un travail utile, est-ce seulement ce qui est rémunéré? Nous savons maintenant que sans une somme énorme de travail non rémunéré, la société serait tout à fait paralysée. Si les femmes décidaient qu'elles doivent être payées à chaque fois qu'elles s'occupent de la famille ou préparent un repas, rien ne marcherait plus.

L'organisation sociale du travail est un autre aspect de l'écologie humaine. Un habitant d'une autre

planète qui nous observerait pourrait dire : pas possible, vous voulez vraiment dire que votre façon d'organiser le travail consiste avant tout à amasser le maximum de richesse individuelle? Le principe de la responsabilité limitée, mais des profits illimités, convient très bien aux individus qui possèdent du capital, mais qu'arrive t-il des autres formes d'organisation du travail qui permettent aux travailleurs d'en acquérir et d'en posséder? La principale autre solution, l'entreprise d'État, ne se distingue pas sensiblement de la propriété privée. Elle supprime l'attribution de la richesse à des intérêts privés dans certains domaines de l'activité humaine, mais, dans la pratique, elle a peu d'avantages par rapport à la propriété privée.

Nous devons trouver des moyens d'organiser le travail de façon à mettre en évidence la créativité et la compétence humaines et donner aux humains la satisfaction au travail; en d'autres termes, nous devons commencer à penser aux humains, et non aux machines, en tant que producteurs. Les façons de rendre le travail plus civilisé sont nombreuses. Les coopératives de travailleurs sont une solution; les coopératives communautaires en sont une autre; tout comme le sont les unités de production qui sont la propriété des écoles, des universités et des ménagères. Lorsque l'idée de propriété est sortie de son moule d'entreprise privée ou de société d'État, toutes les sortes de propriété deviennent possibles.

Sur le plan politique, il est également important de décentraliser et diversifier la propriété des biens de production. La concentration croissante du pouvoir économique au cours des quelques dernières décennies a entraîné la concentration du pouvoir politique et par conséquent de l'autorité.

Il nous faut une nouvelle répartition du pouvoir économique et, par voie de conséquence, du pouvoir politique. La répartition géographique du travail est le troisième aspect de l'écologie humaine.

Devons-nous concentrer toutes nos activités dans les villes? Il faut plutôt que nous les répartissions mieux partout au pays, supprimant ainsi la nécessité du transport sur de longues distances et réduisant notre dépendance envers le pétrole, créant plus de localités autonomes et permettant à la production locale de mieux répondre aux besoins de la localité.

Comme les frais de transport sont susceptibles de croître plus rapidement que tous les autres, nous nous rendrons compte qu'il devient plus économique et socialement plus avantageux de commencer à recréer des communautés plus autonomes et indépendantes.

Nous avons d'abord commencé par étudier certaines technologies appropriées aux pays pauvres : peu chères, de petite envergure, simples, nécessitant peu de capital et respectueuses de l'environnement. Mais de plus en plus de gens en viennent maintenant à la conclusion que les pays industrialisés doivent eux aussi mettre au point des technologies qui ont les mêmes caractéristiques, non pas des technologies identiques, mais des technologies assez semblables, à la dimension humaine et respectueuses de l'environnement, qui nous permettront de progresser vers des systèmes que nous ne connaissons certainement pas actuellement, c'est-à-dire des systèmes efficaces de survie en industrie et en agriculture.

Pour terminer, je vous fais part d'une sorte d'allégorie qui illustre bien la notion de développement. Il y avait une fois une petite personne qui escaladait une montagne très escarpée et comme elle arrivait tout juste au sommet, une petite avalanche l'entraîne à deux pieds d'une immense crevasse de plusieurs milliers de pieds de profondeur. Elle parvient à peine à s'agripper à un petit arbre qui poussait sur le côté de la montagne et se met à crier : "Au secours, au secours, y a-t-il quelqu'un là-haut qui peut m'aider?" Après un moment, une voix puissante lui répond d'en haut : "Oui, je peux t'aider, je suis le Dieu Tout-puissant, je contrôle le ciel et la terre

et les eaux qui l'entourent. Mets ta confiance en moi et je t'aiderai. As-tu confiance en moi?" "Oui, Seigneur, mais aide-moi." Et la voix de répondre : "Très bien, je t'aiderai, mais d'abord prouve-moi ta confiance et lâche la branche d'arbre." Après un long silence, la petite voix reprend : "Y a-t-il quelqu'un d'autre là-haut?"

Aujourd'hui, c'est ce que nous faisons : nous cherchons tous quelqu'un d'autre, quelqu'un qui remplacera les sociétés géantes de notre économie centralisée. Mais nous sommes de plus en plus nombreux à être convaincus que la solution consiste à donner à nos communautés une plus grande indépendance.

LES COLLABORATEURS

Guy Dauncey est un animateur social de Devon qui se spécialise en développement socio-économique; il participe au "British Unemployment Resource Network". Il est l'auteur de Nice Work If You Can Get It et The Unemployment Handbook.

George McRobie a fondé le "Intermediate Technology Development Group" (G.-B.) avec Fritz Schumacher. Pendant plus d'une vingtaine d'années, ils ont conseillé divers pays du tiers-monde en matière de développement économique local. Il a également rédigé Small is Possible. Etabli à Londres, M. McRobie est présentement professuer invité à l'Université de la Pennsylvanie.

David P. Ross est conseiller en politiques au CCDS. Il a travaillé en sa capacité d'économiste spécialisé en sociologie comme conseiller en politiques auprès du gouvernement Canadien ainsi qu'à l"OECD à Paris et l"Institut Vanier pour la famille à Ottawa. Il est l'auteur des ouvrages suivantes : Données de base sur la repartition du revenu au Canada; The Working Poor et Données de base sur la pauvreté au Canada. Sa plus récente publication s'intitule From the Roots Up : Economic Development As If Community Mattered, en collaboration avec Peter J. Usher.

AUTRES PUBLICATIONS DISPONIBLES DU CCDS

Les soins de santé et les services sociaux communautaires
Découvrir et offrir des solutions socialement et culturellement viables aux services institutionnels traditionnels, voilà l'un des grands défis que doivent relever les services de santé et les services sociaux communautaires. Ce rapport énumère les questions et les thèmes importants qui ont été mis en lumière au cours de la conférence sur L'amélioration des services de santé et des services sociaux communautaires, tenue à Ottawa en novembre 1985. Cet exposé exhaustif contient également une étude sur l'avenir des services communautaires, sur les problèmes et objectifs qu'ils ont en commun et sur les changements fondamentaux qu'il faudra apporter aux politiques d'intérêt public pour répondre aux besoins de la communauté.
1986. 85 pp. 4,95$.

From the Roots Up: Economic Development As If Community Mattered
Par David Ross et Peter Usher
Les spéculations sur le rendement des économies occidentales s'intensifient à mesure que ce secteur fluctue entre l'emploi, l'inflation, la crise énergétique et les taux élevés d'intérêt. "From the Roots Up" explique l'importance croissante d'une économie "informelle" en tant que solution de rechange pourl'économie "formelle". Les auteurs y décrivent des activités économiques informelles, comme les coopératives, les petites entreprises, le bénévolat et le troc et donnent les raisons qui ont amené les économistes à négliger ce secteur vital de toutes les sociétés industrielles. (en anglais seulement)
1986. 173 pp. 10,95$.

New Age Business: Community Corporations That Work
Par Greg Macleod
Un des brillants dirigeants communautaires de l'Amérique du Nord décrit le développement économique communautaire. Greg Macleod explique quelles sont les solutions de rechange aux politiques économiques élitistes et autoritaires qui menacent les démocraties sociales des deux côtés de l'Atlantique. (en anglais seulement)
1986. 90 pp. 9,95$.

Pour commander, veuillez envoyer une lettre au : CCDS, département des publications, C.P. 3505, succursale C, Ottawa (Ontario) K1Y 4G1. Veuillez ajouter 10% pour frais de poste et de manutention. Toute commande inférieure à 25$ doit être payée d'avance.

Le Conseil canadien de Développement social

Le Conseil canadien de Développement social (CCDS) est une organisation nationale privée à but non lucratif fondée en 1920. Le Conseil encourage les citoyens à participer à l'élaboration de politiques sociales éclairées par voie de recherches indépendantes, d'analyses de politiques, de consultations communautaires et de dissémination d'informations.

Le CCDS est le seul organisme national dont le mandat et le secteur d'activités recouvrent tous les aspects du développement social et de la politique sociale. Depuis ses débuts, le Conseil participe activement à l'évaluation des programmes courants, à l'identification des améliorations jugées nécessaires et à la promotion des solutions qui s'imposent. Le Conseil s'est fait le porte-parole positif et non-partisan de mesures sociales telles que : les vaccins universels, les pensions, l'aide aux chômeurs, les indemnisations aux travailleurs, l'assurance-santé, l'aide juridique, les garderies, ainsi que le logement social et coopératif. Le Conseil a participé activement à l'élaboration du Régime d'assistance publique du Canada et du crédit fiscal pour enfants; il a de plus appuyé le concept du revenu annuel garanti.

Le CCDS n'est pas un "laboratoire d'idées" dans une tour d'ivoire. Il s'agit cependant du seul organisme national de recherche, de politiques sociales et de démarchage qui recrute ouvertement ses membres parmi le public. Les analyses, opinions, recherches et l'information produites par le Conseil découlent non seulement d'un travail technique hautement professionnel mais proviennent aussi de la réflection et de l'expérience partagées de membres largement représentatifs.

Parmi ces derniers, l'on retrouve des individus intéressés, ainsi que des représentants d'entreprises, de syndicats, de gouvernements, d'organismes publics et privés assurant la prestation de services, ainsi que d'associations et d'institutions bénévoles. Les membres du Conseil se réunissent annuellement afin de revoir le programme de l'année, ainsi que les activités financières du CCDS. Un bureau des gouverneurs composé de 39 membres bénévoles dirige les activités du Conseil. Les gouverneurs sont élus officiellement lors de la réunion annuelle pour un mandat d'une, deux ou trois année(s).

Le CCDS publie beaucoup dans le secteur du développement social. Ses publications comprennent entre autres : des rapports de recherches et des mémoires politiques; **Perception**, un magazine bilingue et bimensuel d'analyse et de critique sociale; **Perspective**, un bulletin trimestriel sur l'actualité nationale.

Le Conseil canadien de Développement social

Les adhésions

EN TANT QUE MEMBRE DU CONSEIL

- vous appuyez des efforts visant à améliorer notre environnement social et économique;
- vous faites partie d'un réseau d'individus partageant votre engagement social;
- vous demeurez à la fine pointe de l'information en matière de développement social.

DE PLUS, VOUS RECEVEZ:

- **Perception**, notre revue bi-mensuelle de développement social;
- **Perspectives**, notre bulletin qui relie l'ensemble du réseau des agences de service social au Canada;
- des tarifs préférentiels lors de votre participation aux conférences et aux ateliers du Conseil;
- des renseignements au sujet des nouvelles publications du Conseil;
- le rapport annuel du CCDS;
- le droit de vote à l'assemblée annuelle.

LES AGENCES ET ORGANISMES MEMBRES REÇOIVENT ÉGALEMENT:

- certaines publications gratuites de temps à autre;
- deux exemplaires de **Perception** et **Perspectives;**
- les bulletins d'information du CCDS tels que **Initiative** et le **Bulletin des victimes d'actes criminels;**
- le droit de se prévaloir des ressources du Conseil, à titre consultatif.

Catégories et frais d'adhésion

☐ de participant	40$
☐ de soutien	75$
Organisations	
Budget annuel	
☐ moins de 100,000$	75$
☐ entre 100,001 et 300,000$	125$
☐ plus de 300,000$	200$
☐ Affiliées	500$
Bibliothèques:	40$
Municipalités:	
☐ par millier d'habitants (frais minimums 100$)	2,50$

Demande d'adhésion

Nom _____ Paiements:

Organisation _____ ☐ _____ $ inclus.

_____ ☐ Facturez-moi _____ $.

Adresse _____ ☐ Visa

No. _____

_____ Date d'expiration _____

_____ **Code postal** _____ Signature _____

Retournez à:
CCDS, Services aux membres, 55, ave Parkdale, C.P. 3505, succ. "C", Ottawa (Ontario) K1Y 4G1.

Le CCDS est un organisme à but non-lucratif enregistré comme oeuvre de charité selon les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les dons et les contributions financières seront l'objet de reçus pour fin d'impôt.